

RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET (RAP)

A. INFORMATIONS SUR LE PROJET ET DATES CLES

I. INFORMATIONS DE BASE

Référence du Projet : P-BF-AB0-011	Titre du Projet : PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DECENTRALISE ET PARTICIPATIF DANS LES PROVINCES DU BAZEGA ET DU KADIOGO (PDRDP – B/K)	Pays : BURKINA FASO	
Instrument(s) de Prêt : Prêt FAD n° 2100 150 0000 25		Secteur : Développement rural	Catégorie Environnementale : II
Engagement Initial : 15.000.000 UC	Solde admis à l'annulation : 157 657,20 UC	Montant Décaissé : 14.696.617,30 (12/11/10)	% Décaissé : 97,98% (Nov. 2010)
Emprunteur Gouvernement du BURKINA FASO			
Organe(s) d'Exécution [Citer les principaux ministères, cellules d'exécution du projet, agences et organisations de la société civile chargés de la mise en œuvre du projet.] Cellule de Gestion du projet (CGP) au sein du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (MAHRH)			
Co-financiers et Autres Partenaires Extérieurs : [Citer toutes les autres sources de financement et les montants, l'assistance technique ou autres sources utilisées dans le cadre du projet] : Gouv : 3,34 millions UC Bénéficiaires : 1,90 million d'UC Prêt FAD : <u>15,00 millions UC</u> TOTAL 20,24 millions UC			

II. DATES CLES

Note de Concept du Projet Approuvé par Com. Ops. Non applicable	Rapport d'évaluation Approuvé par Com. Ops Non applicable	Approbation par le Conseil d'Administration 18 avril 2001
Restructuration(s)		

	Date initiale	Date effective	Ecart en termes de mois [date effective-date initiale]
ENTREE EN VIGUEUR	30 novembre 2001	27 mars 2002	+ 4 mois
REVUE A MI-PAROURS	Juillet 2005	Septembre 2007	+26 mois
CLÔTURE	31 décembre 2007	30 juin 2010	+30 mois

III. RESUME DES NOTES

CRITERES	SOUS-CRITERES	NOTES
RENDEMENT DU PROJET	Réalisation des Résultats	3
	Réalisation des Rendements	3
	Respect du Calendrier	1
	RENDEMENT GENERAL DU PROJET	3
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de Préparation	3
	Supervision	4
	PERFORMANCE GENERALE DE LA BANQUE	4
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Conception et état de Préparation	3
	Exécution	3
	PERFORMANCE GENERALE DE L'EMPRUNTEUR	3

IV. RESPONSABLES DU PROJET AU SEIN DE LA BANQUE

FONCTIONS	A L'APPROBATION	A L'ACHEVEMENT
Directeur Régional		M. J. K. LITSE, Directeur, ORWA
Directeur Sectoriel	M. C. SPENCER, Division, OCAR	M. A. ABOU-SABAA, Directeur, OSAN
Chef de Projet	M. DIKOMBE, Agroéconomiste.	M. D. KHIATI, OSAN.2
Chef de l'équipe du RAP		M. Z. BOUE, BFFO
Membres de l'équipe du RAP		M. A. MAHAMA, Consultant

B. CONTEXTE DU PROJET

Faire un résumé du bien-fondé de l'assistance de la Banque. Texte:

- sur quel défi du développement porte le projet,
- stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi,
- activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant l'année dernière et performance, et
- activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet.

Veuillez citer les sources concernées. Exprimez-vous sur la force et la cohérence de cette justification.

300 mots au plus.

Tout autre propos pertinent sur les origines et l'historique du projet doit être, si besoin, présenté à l'annexe 6 intitulé: Description du Projet.

Pays sahélien essentiellement agricole, le Burkina Faso fait face à des conditions naturelles de production très précaires (irrégularité des pluies, terres cultivables et pâturages pauvres et limités). Les politiques de développement rural appliquées antérieurement ayant montré leur limite, le Gouvernement, avec l'aide des partenaires au développement, a élaboré une nouvelle politique du développement rural formalisée dans la Lettre de Développement Rural Décentralisé adoptée en 2000. Celle-ci se réfère à des politiques et stratégie sectorielles dont notamment le Document d'Orientation Stratégique des Secteurs de l'Agriculture et de l'Élevage à l'horizon 2010. Pour contribuer à la réduction de la pauvreté dans les provinces de Bazéga et Kadiogo qui couvrent 5.599 km² pour une population de 488 827 habitants (recensement 2006), le Gouvernement a entrepris la consolidation des acquis du projet de gestion des ressources naturelles du Bazéga (PGRN) financé par le FAD et exécuté de février 1995 à septembre 2000. La présente deuxième phase du projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'intervention du Groupe de la Banque au Burkina Faso qui vise à promouvoir des actions qui ont une plus grande incidence sur la réduction de la pauvreté, en

touchant principalement les secteurs du développement rural et des transports. En accordant de l'importance au développement rural, le Groupe de la Banque vise à diversifier et valoriser la production agricole et à renforcer la sécurité alimentaire, permettant ainsi de lutter contre la dégradation du milieu rural et d'améliorer le cadre de vie rurale. Le projet met l'accent sur les points suivants : une meilleure organisation des populations, la gestion durable des ressources naturelles, l'intensification des productions agro-sylvo pastorales, la promotion du secteur privé et le recours aux organismes spécialisés et expérimentés pour réaliser les programmes de développement et la promotion de la femme rurale. Les spéculations retenues sont les suivantes : mil, sorgho, maïs, arachide, riz, soja, sésame, légumes, fruits, poisson, viande, lait, miel, poulet, pintade, bois. Elles sont habituellement pratiquées dans la zone du projet et entrent dans la composition alimentaire des populations de cette zone. Le PDRDP s'intègre dans une stratégie de développement rural décentralisé et participatif au travers d'une approche de gestion de terroirs et de développement local. Les actions envisagées sont concentrées au niveau des communes rurales de Bazéga et de Kadiogo. Elles concernent tous les 323 villages et les espaces inter-villageois. La conception du projet est le résultat des concertations organisées entre le FAD, les populations concernées, les autorités, les ONG et l'ensemble des bailleurs de fonds qui interviennent au Burkina Faso.

Le portefeuille actif de la Banque dans le secteur de l'agriculture et du développement rural comprend, outre le PDRDP, six (06) autres opérations qui concernent en général d'autres régions du pays et ne font pas doublons avec le présent projet. Les principales opérations en cours sont : (i) le projet d'appui au développement local des provinces de la Comoé, de la Léraba et du Kéné Dougou (PADL-CLK) (ii) le projet d'Appui au Développement de Gnagna et Kouritenga (PADER-GK), (iii) Le projet d'investissement communautaire en fertilité agricole (PICOFA) cofinancé avec le FIDA ; (iv) le projet de mise en valeur et de gestion durable de petits barrages (PPB) ; (v) Le projet de gestion durable des ressources forestières (PROGEREF) et (vi) le projet multinational d'appui à la filière coton et textile dans les 4 pays de l'initiative sectorielle sur le coton (PAFICOT). Exception faite du dernier projet qui est en phase de démarrage, tous les autres vont s'achever au plus tard en 2012. La performance des projets agricoles est jugée satisfaisante en raison du taux de décaissement moyen de l'ordre de 70% et de l'absence de projets PP.

C. OBJECTIF DU PROJET ET CADRE LOGIQUE

1. Enoncer le(s) Objectif(s) de Développement du Projet (ainsi qu'ils sont présentés dans le rapport d'évaluation)

L'objectif sectoriel du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté. D'une manière spécifique, le projet vise le renforcement de la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles, l'augmentation de la production agricole et animale et l'accroissement des revenus des populations bénéficiaires.

Le projet aura atteint ses objectifs en 2010 si: (i) Le nombre des ménages en dessous du seuil de pauvreté dans les zones du projet est passé de 30 % en 2001 à 10%, (ii) La consommation de calories par adultes et par jour est de 3500 calories ; (iii) La production agro-sylvo pastorale a augmenté de 40.000 tonnes de céréales traditionnelles, 20.000 tonnes de céréales, 4 millions de litres de lait et de 6.550 kg pour la viande ; et (iv) Le revenus des éleveurs a augmenté de plus de 3 %.

2. Décrire les principales composantes du projet en indiquant comment chacune contribuera à la réalisation des objectifs du projet

Outre la composante de gestion (composante E) qui consiste en la mise en place d'une cellule composée de cadres pluridisciplinaires et expérimentés ainsi que des équipements et des frais de fonctionnement, le projet comprend quatre principales composantes qui sont :

(A) Amélioration des systèmes de production ; en matière de production végétale, le projet mettra en place un programme d'intensification des cultures qui portera sur 29.250 ha de cultures pluviales, 140 ha de riziculture irriguée, 2.520 ha de riziculture de bas-fonds, 23 ha de culture maraîchère et 1.000 ha d'arboriculture (anacardier et manguier). Dans le domaine de la production animale, l'intervention du projet portera sur : l'amélioration des conditions de l'élevage, l'installation des vétérinaires privés et l'amélioration génétique par le croisement des races ovines importées de Mauritanie et caprines importées du Niger, et l'insémination artificielle des bovins locaux à partir des doses de semences provenant des zébus importés du Brésil et fournies par le Centre national d'insémination

artificielle. Le projet se propose aussi d'améliorer et de développer l'aviculture traditionnelle et l'apiculture. Ces deux derniers volets ainsi que l'élevage porcin s'adresseront exclusivement aux femmes et aux jeunes. Le projet s'appuiera sur le dispositif actuel d'encadrement qu'il devra restructurer et renforcer afin d'éviter les faiblesses relevées pendant la première phase. Une formation technique sera dispensée aux agriculteurs et éleveurs pour améliorer leur productivité. Le projet mettra en place un crédit pour financer l'acquisition des intrants agricoles. Il apportera également un appui à la recherche-développement portant sur les thèmes suivants : la production de semences vivrières et maraîchères de base, la production de semences forestières, l'amélioration génétique, l'amélioration de l'aviculture traditionnelle, l'amélioration de la santé animale, l'amélioration de la fertilité des sols, l'intégration agriculture-élevage et le suivi socio-économique des exploitations.

(B) Aménagement et gestion des ressources naturelles ; Les actions envisagées dans le cadre de cette composante porteront sur la lutte contre la désertification par : la régénération naturelle de la végétation au moyen de traitement du sol, l'aménagement de 1.500 ha de forêts naturelles villageoises, la lutte contre la coupe abusive du bois et les feux de brousse par les actions de sensibilisation, la création des pare-feux, la création des plantations villageoises, familiales et individuelles, la promotion de l'agroforesterie. Le projet permettra en outre l'aménagement de 2 et la réhabilitation de 7 retenues d'eau, l'aménagement de la marre aux crocodiles de Bazoulé, l'aménagement de 140 ha de périmètres hydro-agricole, l'aménagement de 600 ha de bas-fonds et en aval des retenues d'eau, la réhabilitation de 1920 ha d'anciens bas-fonds, la protection des bassins versants et des berges, l'aménagement de 30 km de pistes rurales, la récupération de 1000 Ha de terre de glaciais (par la scarification) l'aménagement de 3000 ha de pâturage naturel, de 200 km de pistes à bétail, 30 km de pistes rurales et 100 km de pistes forestières, et les travaux de défense et restauration des sols. Le projet mettra en place un observatoire pour l'environnement confié à la CONAGESE.

(C) Amélioration des conditions de vie ; Cette composante concerne l'approvisionnement en eau potable, la sensibilisation des communautés rurales à l'assainissement du milieu, la contribution à l'éducation scolaire et à la lutte contre les MST et le SIDA. Les principales activités retenues sont : la construction de 23 forages, la réhabilitation de 15 forages et 48 puits à grands diamètre. Dans le domaine de l'assainissement, l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique d'éducation sanitaire, la construction des latrines au niveau des écoles, des centres de santé et des villages (à raison de 10 par village) et la gestion des déchets solides (eaux usées, ordures ménagères, etc) par la construction de 2 dépotoirs par village pour les déchets. La construction de 8 écoles de 3 classes équipées de blocs sanitaires et de 3 centres de santé (CSPS). Le projet mènera également des actions de lutte contre les MST/SIDA sur la base de plan multisectoriel. A cet effet, les actions envisagées porteront sur : l'information, l'éducation et la communication pour la prévention du VIH/SIDA et des MST.

(D) Renforcement des capacités locales : Le projet appuiera les 323 villages et les 150 communes rurales dans leurs efforts d'organisation, de planification, d'exécution et de gestion de leurs terroirs : (i) Mise en place par une ONG ou un consultant d'une équipe pluridisciplinaire expérimentée composée d'experts et de 25 animateurs nationaux et dirigée par un expert en communication rurale ; (ii) appui à l'organisation et la restructuration des organisations paysannes (CVGT, CIVGT, SCS, groupements) et la formation spécifique des producteurs et des dirigeants des organisations paysannes. ; (iii) Mise en place d'un fonds d'investissement local (FIL) alloué au CVGT et géré par elles ; (iv) Mise à la disposition des bénéficiaires d'un fonds de crédit.

3. Evaluer brièvement (deux phrases au plus) les objectifs du projet sous trois angles
Noter l'évaluation, en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1.

CARACTERISTIQUES DES OBJECTIFS DU PROJET		EVALUATION	NOTE
PERTINENTS	a) Pertinent au regard des priorités de développement du pays.	Les objectifs visés sont pertinents car le projet s'inscrit dans le cadre des stratégies sectorielles de développement élaborées par le Gouvernement et plus particulièrement dans la politique de développement rurale formalisée dans la Lettre de Développement Rural Décentralisée, élaborée avec l'aide des partenaires au développement.	4
REALISABLES	b) Objectifs jugés réalisables	Le projet s'appuie sur l'expérience de la première phase,	2

	au regard des contributions au projet et des délais envisagés.	en démultipliant les réalisations selon une approche participative. La durée de vie du projet était insuffisante pour tenir compte de l'exigence de l'approche participative.	
COHERENTS	c) Conforme à la stratégie nationale ou régionale de la Banque.	Le projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'intervention de la Banque au Burkina qui accorde de l'importance au développement rural et vise à renforcer la sécurité alimentaire et à promouvoir les actions qui ont une plus grande incidence sur la réduction de la pauvreté.	4
	d) Conforme aux priorités générales de la Banque.	Le projet s'inscrit dans la stratégie générale de la Banque de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté. Le Projet consacre également des ressources non négligeables aux investissements en matière d'infrastructures et à la lutte contre la désertification.	4

4. Présenter le cadre logique. En l'absence de cadre logique, remplir le tableau ci-dessous, en indiquant l'objectif global du projet, les principales composantes du projet, les principales activités de chaque composante et les résultats et rendements attendus, ainsi que les indicateurs de mesure de la réalisation des rendements. Vous pouvez créer des rangées supplémentaires pour les composantes, activités, résultats ou rendements, si nécessaire.

OBJECTIFS	ACTIVITES	RESULTATS	RENDEMENTS ATTENDUS	INDICATEURS A MESURER
OBJECTIFS SECTORIELS	Réduire la pauvreté des populations concernées.	Le nombre des ménages en dessous du seuil de la pauvreté dans les zones du projet est réduit de 30 % en 2001 à 10% en 2010	Le taux de pauvreté dans la zone du projet s'est amélioré	Taux de pauvreté dans la zone d'intervention du Projet en 2010
OBJECTIFS DU PROJET	Renforcer la sécurité alimentaire	La consommation de calories par adultes et par jour est de 3500 calories en 2010	La consommation de calories des adultes s'est notablement améliorée	Nombre de calories par adultes et par jour
	Augmenter la production agricole	La production agro-sylvo-pastorale a augmenté en 2010 de 40.000 tonnes de céréales traditionnelles, 20.000 tonnes de céréales, 4 millions de litres de lait et de 6.550 kg pour la viande. Les 2/3 sont réalisés en 2004	L'augmentation de la production agro-sylvo-pastorale permet l'auto suffisance pour certaines productions et même un surplus commercial	Données quantitatives des productions annuelles des principales céréales (riz, maïs, mil) de produits maraîchers ; de volaille, de miel, etc. ; effectif du cheptel
	Augmenter le revenu des populations cibles	Le revenu des éleveurs a augmenté à plus de 3 % en 2010.	Des enquêtes ont été menées et ont montré une évolution positive du revenu des éleveurs	Taux d'augmentation du revenu des populations cibles

COMPOSANTES	ACTIVITES	RESULTATS	RENDEMENTS ATTENDUS	INDICATEURS A MESURER	
COMPOSANTE : A <i>Amélioration des systèmes de production</i>	Amélioration de la production végétale	1.1 En 2006, 140 ha de périmètres hydro-agricoles sont aménagés.	1.1 Les 140 ha de périmètres hydro-agricoles aménagés sont occupés et mis en valeur	1.1 Nombre de bénéficiaires et superficie par bénéficiaire	
		1.2 1600 ha (révisés à 300 ha) de bas-fonds ont été aménagés pour le riz pluvial	1.2 200 ha de bas-fonds effectivement mis en valeur par les bénéficiaires et contribuant à l'accroissement de la production de riz pluvial	1.2 Nombre de sites, superficie et nombre de bénéficiaires par site	
		1.3 29.250 ha de cultures pluviales intensifiées	1.3 Le projet a pu encadrer des bénéficiaires ruraux exploitant près de 30.000 ha en pluvial et les rendements des cultures se sont améliorés	1.3 Nombre d'ha sous exploitation intensive et rendements obtenus comparés à la situation sans projet	
		1.4 23 ha de périmètres maraîchers (révisés à 250 ha) ont été mis en place	1.4 Les périmètres maraîchers mis en place sont exploités et mis en valeur	1.4 Nombre de sites, superficie et nombre de bénéficiaires par site	
		1.5 700 ha ont été aménagés en arboriculture fruitière	1.5 700 ha ont été aménagés en arboriculture fruitière et les plantations sont entretenues et viables	1.5 Nombre de sites, superficies et nombre de bénéficiaires	
			1.6 9.250 ha de sites antiérosifs ont été aménagés	1.6 9.250 ha de sites aménagés ont été mis en valeur et entretenus annuellement	1.6 Nombre de sites et superficies aménagées par village ou par commune
			1.7 1000 ha (révisés à 800 ha) de terre de glacis ont été récupérés	1.7 800 ha de terre de glacis ont été récupérés et ont été végétalisés ou mis en valeur	1.7 Nombre et superficie des sites de glacis récupérés
			1.8 20.000 fosses fumières ont été aménagées par des paysans qui ont reçu du ciment pour les consolider et du phosphate naturel pour l'amélioration de la qualité de fumier	1.8 20.000 fosses fumières ont été aménagées et utilisées annuellement pour la fabrication de fumures organiques	1.8 Nombre de fosses fumières consolidées et fonctionnelles par village
	Amélioration de la production	1.9 Des vétérinaires privés ont été installés	1.9 Des Vétérinaires privés et installées contribuent à	1.9 Nombre de vétérinaires installés et taux de	

	animale		l'amélioration de la santé animale dans la zone du projet	fréquentation des officines vétérinaires
		1.10 Des géniteurs de race ont été introduits en vue d'améliorer les races locales de bovin, ovin, caprin, porc et volaille,	1.10 Des croise-ments positifs ont été réalisés avec les géniteurs de race importés et les résultats sont appropriés par les éleveurs et diffusés auprès d'autres éleveurs	1.10 Nombre de producteurs par type d'élevage ; nombre de bêtes métissées obtenues et leurs caractéristiques (quantité de lait /jour, gain pon-déral etc.)
		1.11 Un programme d'insémination arti-cielle de bovins a été mis en place et fonctionne	1.11 Le centre national d'insémi-nation artificielle qui dispose déjà de divers géniteurs importés a opéré des inséminations avec succès	1.11 Données issues des rapports d'activités du centre national d'insémination artificielle
		1.12 Des habitats améliorés ont été réalisés pour les animaux	1.12 Le projet a apporté à divers éleveurs de la zone du projet un appui effectif dans l'amé-lioration des habitats de leurs bêtes	1.12 Quantité de matériaux ou nombre d'habi-tats réalisés ; nombre de bénéficiaires.
		1.13 La protection sanitaire des animaux est assurée	1.13 La santé animale s'est amé-liorée dans la zone du projet	1.13 Taux de couverture sanitaire (Nombre de bêtes vaccinées ou traitées grâce au projet)
		1.14 L'apiculture a reçu un appui et se développe	1.14 Les apiculteurs sont mieux formés, mieux organisés et ont reçu de nouveaux équipements	1.14 Nombre d'apiculteurs organisés, formés et équipés.
		1.15 200 km de parcours (piste à bétail) ont été réalisés	1.15 Les éleveurs transhumants bénéficient de meilleurs parcours pour leurs déplacements traditionnels	1.15 Nbre de kms balisés pour le parcours du bétail à l'intérieur des zones d'intervention du projet
	Développem ent de la pêche	1.16 Une station d'alevinage a été réhabilitée et agrandie avec huit (08) nouveaux étangs dont 7 de 500m ² et 1 de 1000 m ² .	1.16 La station d'alevinage réhabilitée dispose d'une capacité accrue et répond aux besoins des pisciculteurs	1.16 Statistiques sur la production d'alevins du centre réhabilité
	Formation des agriculteurs	1.17 2500 agricul-teurs, 2000 éleveurs, 300 apiculteurs, 140 auxiliaires agricoles, 140	1.17 Des formations spécifiques ont été dispensées aux	1.17 Nombre de bénéficiaires formés dans les différentes

	et des éleveurs	auxiliaires d'élevage, 140 auxiliaires d'environnement et 100 pépiniéristes ont été formés	agriculteurs, éleveurs et divers producteurs et auxiliaires ruraux et ont abouti à un renforcement de leur capacité technique.	catégories prévues
	Appui à la recherche-développement	1.18 Des protocoles ont été signés avec l'INERA, IFDC, BUNASOLS etc., qui soutiennent activement les activités du projet	1.18 Des protocoles ont été signés avec des institutions dont les interventions ont permis d'accroître l'efficacité du projet et d'avoir une meilleure connaissance scientifique et technique de la zone du projet	1.18 Nombre de protocoles d'accord signés et de rapports fournis par les institutions concernées
COMPOSANTE : B <i>Aménagement et gestion des ressources naturelles</i>	Régénération naturelle de la végétation	2.1 Des travaux de sous-solage, de réalisation de demi-lunes et de végétalisation des espaces ont été réalisés sur 1000 ha	2.1 Des travaux de sous-solage, de réalisation de demi-lunes et de végétalisation des espaces ont été réalisés avec succès sur 1000 ha	2.1 Superficies annuelles et totales sous-solées ou travaillées en demi-lunes et mis en valeur.
	Aménagement des forêts villageoises	2.2 Des forêts dégarnies ont été enrichies sur 1000 ha et des pare-feux ont été aménagés sur 1000 km afin de les protéger.	2.2 Les regarnissages ont été réalisés avec succès sur 1000 ha de forêts villageoises, lesquelles sont mieux protégées grâce à l'aménagement des pare-feux sur 1000 km	2.2 Total linéaire de pare-feux réalisés. Taux de reprise des plantations ; Nombre de forêts regarnies d'une manière satisfaisante
		2.3 2500 ha de forêts villageoises ont été reboisés	2.3 2500 ha de forêts villageoises reboisés à la satisfaction des bénéficiaires	2.3 Taux de reprise des plantations ; Nombre de forêts reboisées d'une manière satisfaisante
		2.4 Des superficies naturelles ont été réensemencées en diverses espèces notamment médicinales, en voie de disparition	2.4 Des sites de récupération de biodiversité ont été réalisés à la satisfaction des bénéficiaires	2.4 Nombre de sites et superficies
		2.5 Des pépiniéristes ont été formés et/ou recyclés.	2.5 Les pépiniéristes formés ou recyclés ont produit suffisamment de plants pour les besoins de reboisement	2.5 Nombre de pépiniéristes formés ou recyclés
	Aménagement et réhabilitation de retenues	2.6 2 retenues d'eau ont été aménagées et 7 réhabilitées	2.6 Les retenues d'eau aménagées et réhabilitées sont fonctionnelles et	2.6 PV de réception des retenues d'eau réalisées.

	d'eau		contribuent à une mise en valeur des terres agricoles	
		2.7 La mare aux crocodiles de Bazoulé a été réhabilitée	2.7 La mare aux crocodiles de Bazoulé a été réhabilitée d'une manière durable	2.7 PV de réception des travaux de réhabilitation de la mare aux crocodiles
	Divers aménagements	2.8 30 km de pistes rurales et 70 km de pistes forestières ont été réhabilitées	2.8 30 km de pistes rurales et 70 km de pistes forestières réhabilitées et fonctionnels	2.8 PV de réception des travaux .
	Mise en place d'un observatoire pour l'environnement	2.9 Un observatoire de l'environnement a été mis en place.	2.9 L'observatoire de l'environnement a été mis en place et fonctionne	2.9 Un observatoire mis en place
COMPOSANTE : C				
<i>Amélioration des conditions de vie</i>	Approvisionnement en eau potable	3.1 48 puits à grand diamètre ont été réhabilités	3.1 48 puits à grand diamètre réhabilités et fonctionnels	3.1 Nombre de puits à grand diamètre réhabilités
		3.2 15 forages ont été réhabilités	3.2 15 forages réhabilités et fonctionnels	3.2 Nombre de forages réhabilités
		3.3 60 forages positifs équipés ont été réalisés	3.3 60 forages positifs réalisés, équipés et fonctionnels	3.3 Nombre de forages positifs réalisés par le projet
	Assainissement du milieu	3.4 2840 latrines ont été construites au niveau des écoles, des centres de santé et des villages (10 par village)	2098 latrines familiales construites, 448 animatrices, 454 maçons formés et ont contribué à l'assainissement et à la salubrité dans les zones d'intervention	3.4 Nombre de latrines réalisées au niveau des villages, des écoles et des centres de santé
		3.4 2840 latrines ont été construites au niveau des écoles, des centres de santé, des villages et donnent satisfaction		3.5 Nombre de dépotoirs fonctionnels réalisés
	Education scolaire	3.5 2 dépotoirs par village ont été construits et sont utilisés pour la gestion des déchets	Non réalisées car non acceptées culturellement	3.6 Nombre de complexes scolaires construits et équipés
	Amélioration de la couverture sanitaire	3.6 Les 8 complexes scolaires construits et équipés sont entrés en fonction	L'offre éducative est améliorée par la contribution du projet à la construction des 8 complexes scolaires	3.7 Nombre de CSPS construits et fonctionnels
		3.7 Le Gouvernement a	Partiellement	3.8 Contrats avec

		rendu fonctionnels les 3 CSPS construits en les équipant et en y affectant du personnel	fonctionnel en raison du manque de personnel adéquat non encore affecté	les organismes spécialisés ; rapports des ONG spécialisées
		3.8 Les actions menées en matière de lutte contre le SIDA et les MST ont été efficaces et reçues par les populations cibles	Changements de comportements notables en matière de lutte contre le VIH/SIDA à la suite des sensibilisations des différentes couches de la population notamment les coutumiers, les religieux et les leaders d'opinion	3.9 Nombre de personnes ou de familles aidées ; quantité et types de matériels apportés/ utilisation des moyens de protection;
COMPOSANTE : D <i>Renforcement des capacités locales</i>	Mise en place d'un processus de développement local	3.9 Des activités de diagnostic et de programmation des actions de développement ont permis d'asseoir un processus de développement local.	La programmation des activités de développement est adoptée par l'ensemble des villages et communes rurales.	4.1 Disponibilité de plans de développement local par village et par commune
	Amélioration des capacités locales	4.1 Les PDL sont disponibles et sont en partie mis en œuvre.	4.2 Des organisations paysannes ont été restructurées, formées et sont fonctionnelles	4.2 Nombre d'organisations paysannes structurées par le projet
		4.3 Des formations techniques ont été faites au profit des CVGT et CIVGT sur leurs rôles, sur les questions organisationnelles et sur la gestion des micro-projets	4.3 Les formations techniques organisées au profit des CVGT et des CIVGT leur ont permis de mieux connaître leurs rôles, les questions organisationnelles et la gestion des micro-projets	4.3 Nombre de CVGT formés
		4.4 L'alphabétisation et diverses formations ont été organisées en faveur des bénéficiaires	4.4 L'alphabétisation et les diverses formations réalisées ont amélioré le niveau technique des bénéficiaires	4.4 Nombre de bénéficiaires alphabétisés ou ayant reçu d'autres types de formation
	Appui aux activités communautaires	4.5 Suite à la préparation et adoption d'un manuel de procédure, un fonds d'investissement local (FIL) d'un montant de 1,5 millions d'UC a été mis à la disposition des CVGT	4.5 Le FIL a été largement utilisé pour subventionner à 80% diverses activités communautaires et à 100% celles initiées par les femmes	4.5 Nombre de dossiers et montants des opérations financées par le FIL
	Appui aux activités génératrices	4.6 Un fonds de crédit de 1,5 millions d'UC a été mis en place et a permis de financer	4.6 Des accords de gestion ou de rétrocession avec des IMF	4.6 Montants effectivement placés et nombre de

	de revenus	des activités génératrices de revenus	ont été effectifs et ces institutions ont pu distribuer les crédits orientés vers les activités génératrices de revenus	bénéficiaires de crédit.
COMPOSANTE : E <i>Gestion du projet</i>	Mise en place d'une cellule de gestion du projet	5.1 Une cellule de gestion du projet composée de 4 fonctionnaires et d'autres experts recrutés a été mise en place.	5.1 La CGP est en place et a géré harmonieusement la mise en œuvre du projet	5.1 Une CGP en place
		5.2 Des protocoles d'accord entre le projet et des partenaires techniques ont été signés et ont permis leur engagement dans l'exécution du projet.	5.2 Les partenaires techniques ont conduit à terme leurs engagements conformément aux protocoles signés	5.2 Nombre de protocoles établis et liste des partenaires

5. Pour chaque dimension du cadre logique, indiquer brièvement (deux phrases au plus) à quel point le cadre logique a contribué à la réalisation des objectifs mentionnés ci-après. Noter l'évaluation en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1. En l'absence de cadre logique, attribuer à cette section la note 1.

CARACTERISTIQUES DU CADRE LOGIQUE		EVALUATION	NOTE
LOGIQUE	a) Prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	La matrice du projet présente certes un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs. Il ne traite cependant que des principales réalisations alors que le projet, qui est très complexe touche à des activités très variées dont certaines ne sont pas prises en compte dans le cadre logique	02
MESURABLE	b) Enonce les objectifs et les rendements de manière mesurable et quantifiable.	Les objectifs et les rendements sont indiqués de manière mesurable mais demeurent partiels. De nombreux indicateurs font défaut.	02
DETAILLE	c) Mentionne les risques et les hypothèses clés.	Des risques et les hypothèses clés ont été mentionnés mais demeurent sans incidence majeure notamment en ce qui concerne la décentralisation dont la mise en œuvre s'est largement appuyée sur les expériences des projets issus de la Lettre de politique de développement rural décentralisé (LPDRD).	02

D. RESULTATS ET RENDEMENTS

I. PRODUITS OBTENUS

Dans le tableau ci-dessous, évaluer pour chaque principale activité, les réalisations par rapport aux résultats prévisionnels, en se fondant sur le cadre logique présenté à la Section C. Noter le degré de réalisation des résultats attendus. Calculer les notes pondérées en proportion approximative du coût des activités du projet. La somme des notes pondérées s'affichera automatiquement et correspondra à la somme des notes pondérées. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

PRINCIPALES ACTIVITES		Note d'évaluation	Proportion des coûts du Projet en pourcentage (ainsi que mentionné dans le rapport d'évaluation)	Note pondérée (générée automatiquement)
Résultats Attendus	Résultats Obtenus			
COMPOSANTE A : Amélioration des systèmes de				

production				
1.1 En 2006, 140 ha de périmètres hydro-agricoles sont aménagés.	1.1 Aucune réalisation dans ce domaine pour insuffisance de fonds et réallocation.	PM	PM	0
1.2 600 ha (révisés à 200 ha) de bas-fonds ont été aménagés pour le riz pluvial	1.2 200 ha de bas-fonds ont été aménagés pour le riz pluvial. Ces bas-fonds sont en cours d'exploitation.	3	1,85	0.0555
1.3 29.250 ha de cultures pluviales intensifiées	1.3 Les actions menées ont porté sur la vulgarisation de techniques et de technologies culturales appropriées, la stabilisation de 23.000 fosses fumières environ, la fourniture de 2000 tonnes de phosphates et une utilisation croissante des semences améliorées grâce à l'implication des services de recherche.	PM	PM	PM
1.4 23 ha de périmètres maraîchers (révisés à 250 ha) ont été mis en place	1.4 263 ha de périmètres maraîchers exploités par 1800 exploitants dont 750 femmes ont été mis en place	4	1,96	0.0784
1.5 700 ha ont été aménagés en arboriculture fruitière	1.5 515 ha ont été aménagés en arboriculture fruitière avec niveau de réussite des arbres jugé moyen (50%) dû aux attaques de termites et une protection insuffisante des jeunes plants	2	1,13	0.0226
1.6 9.250 ha de sites antiérosifs ont été aménagés	1.6 9314 ha de sites antiérosifs soit 100,7% des objectifs ont été aménagés.	4	0,53	0.0212
1.7 1000 ha (révisés à 800 ha) de terre de glacis ont été récupérés	1.7 La récupération des glacis a été réalisée sur 778 ha soit 97,3% de l'objectif révisé.	3	0,34	0.0068
1.8 20.000 fosses fumières ont été aménagées par des paysans qui ont reçu du ciment pour les consolider et du phosphate naturel pour l'amélioration de la	1.8 Les paysans ont bénéficié de 2379 tonnes de ciment pour la stabilisation de 21884 fosses fumières, ainsi que de 2000 tonnes de phosphate pour l'amélioration de la qualité du fumier	4	12,51	0.5004

qualité de fumier				
1.9 Des vétérinaires privés ont été installés	1.9 Activité contrôlée par l'organisation de l'ordre des vétérinaires qui limite le nombre de vétérinaires par zone	NA	NA	NA
1.10 Des géniteurs de race ont été introduits en vue d'améliorer les races locales de bovin, ovin, caprin, porc et volaille,	1.10 Le croisement des poules locales avec 304 coqs de race a généré environ 95.000 poussins métis, le croisement des ovins de races locales avec 235 béliers Bali-Bali a généré 2 292 métis, le croisement des chèvres de races locales avec 120 chèvres rousses de « Maradi » a donné 301 métis et enfin des croisements sont en cours entre des porcs de races locales avec 17 porcs de race Large White.	3	0,60	0.018
1.11 Un programme d'insémination artificielle de bovins a été mis en place et fonctionne	1.11 Les inséminations ont été réalisées avec les semences de races exotiques tel que le Gir et le Girolando, Montbéliard et Holstein pour le lait et la viande avec comme résultat 140 métis obtenus.	3		
1.12 Des habitats améliorés ont été réalisés pour les animaux	1.12 Le projet a appuyé la construction de 870 habitats améliorés de divers types (bergeries, étables, poulaillers, porcheries, fenils) par la fourniture de matériels (portes, fenêtres, films plastiques, mangeoires et abreuvoirs)	4	0,91	0.0364
1.13 La protection sanitaire des animaux est assurée	1.13 1 499 653 animaux ont été touchés par l'immunisation et le traitement contre les principales maladies. Le projet n'a assuré cependant que la logistique pour les services de vaccination	NA	NA	NA
1.14 L'apiculture a reçu un appui et se développe	1.14 12 groupements de 82 apicultrices ont été formés et équipés en matériel de production composé de 240 ruches « Langstroth » et du matériel accessoire	4	0,09	0.0036

1.15 200 km de parcours (piste à bétail) ont été réalisés	1.15 59 km de pistes à bétail ont été balisés	1	0,07	0.0007
1.16 Une station d'alevinage a été réhabilitée et agrandi avec Huit (08) nouveaux étangs dont 7 de 500m ² et 1 de 1000 m ² .	1.16 Après réhabilitation de la station, la capacité de production d'alevins a été portée à 1.000.000/an contre 100.000 environ par an auparavant..	4	0,86	0.0344
1.17 2500 agriculteurs, 2000 éleveurs, 300 apiculteurs, 140 auxiliaires agricoles, 140 auxiliaires d'élevage, 140 auxiliaires d'environnement et 100 pépiniéristes ont été formés	1.17 Des formations techniques spécifiques ont été dispensées à plus de 5000 producteurs et à 500 agents techniques des services agricoles, de l'élevage et de l'environnement	3	0,96	0.0288
1.18 Des protocoles ont été signés avec l'INERA, IFDC, BUNASOLS etc., qui soutiennent activement les productions du projet	1.18 Le projet a signé des protocoles avec l'INERA, IFDC, BUNASOLS, mais aussi avec l'Université de Ouagadougou, le LNAE et la DGRH qui ont également été mobilisés dans le cadre des acquisitions de travaux et études liés à la mise en place de l'observatoire de l'environnement	3	14,83	0.4449
COMPOSANTE B : Aménagement et gestion des ressources naturelles				
2.1 Des travaux de sous-solage, de réalisation de demi-lunes et de végétalisation des espaces ont été réalisés sur 1000 ha	2.1 une superficie de 984 ha de forêts a été aménagée, par la réalisation de pare-feux et l'enrichissement des espaces dégradés avec des essences forestières	3	0,43	0.0129
2.2 Des forêts dégarnies ont été enrichies sur 1000 ha et des pare-feux ont été aménagés sur 1000 km afin de les protéger.	2.2 669 km de pare-feux ont été aménagés et 984 ha de forêts ont été regarnis avec des essences locales	2	2,42	0.0484

2.3 2500 ha de forêts villageoises ont été reboisés	2.3 2815,46 ha de plantations ont été réalisés. Cette activité a connu un engouement certain	4	4,44	0.1776
2.4 Des superficies naturelles ont été réensemencées en diverses, espèces notamment médicinales, en voie de disparition	2.4 Le projet a appuyé la création de 20 Ha de jardin botanique au profit de 50 tradipraticiens	3	1,81	0.0543
2.5 Des pépiniéristes ont été formés et/ou recyclés.	2.5 Le projet a formé ou recyclé 107 pépiniéristes privés qui ont produit plus de plus de 600 000 plants forestiers distribués pour l'enrichissement des forêts villageoises.	3	0,36	0.0108
2.6 2 retenues d'eau ont été aménagées et 7 réhabilitées	2.6 Le projet a aménagé une retenue d'eau (barrage de Kalzi) et réhabilité 6 barrages.	3	5,93	0.1779
2.7 La mare aux crocodiles de Bazoulé a été réhabilitée	2.7 La mare aux crocodiles de Bazoulé a été réhabilitée à 95%	3	0,26	0.0078
2.8 30 km de pistes rurales et 70 km de pistes forestières ont été réhabilitées	2.8 Pour cause d'insuffisance de financement, seuls 50 km de piste sont en cours de réalisation	2	2.60	0.052
2.9 Un observatoire de l'environnement a été mis en place.	2.9 L'observatoire a été mis en place comme prévu et fonctionne.	4	2,01	0.0804
COMPOSANTE C : Amélioration des conditions de vie				
3.1 48 puits à grand diamètre ont été réhabilités	3.1 Les 48 puits à grand diamètre ont été réhabilités	4	0,40	0.0160
3.2 15 forages ont été réhabilités	3.2 Les 15 forages ont été réhabilités	4	0,82	0.0328
3.3 60 forages positifs équipés ont été réalisés	3.3 42 forages dont 9 sites d'abreuvement du bétail ont été réalisés	4	1,70	0.0510
3.4 2840 latrines ont été construites au niveau des écoles, des centres de santé et des	3.4 2098 latrines ont été construites. Le projet a formé 448 animatrices villageoises pour la sensibilisation à l'hygiène et 454 maçons	3	0,71	0.0213

villages (10 par village)	villageois pour aider les populations dans la construction des latrines			
3.5 2 dépotoirs ont été construits par village pour la gestion des déchets	3.5 Aucune réalisation de dépotoirs villageois au titre de ce projet car non demandés.	0	0	0
3.6 8 complexes scolaires sont construits et équipés en mobilier et matériel pédagogique	3.6 Les 8 complexes scolaires prévus sont construits et équipés en mobilier et matériel pédagogique	4	2,61	0.1044
3.7 3 Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) ont été construits et le Gouvernement les a équipés	3.7 Les Centres de Santé et de Promotion Sociale ont été construits et équipés par le projet	4	1,61	0.0644
3.8 Des actions d'IEC relatives à la lutte contre le SIDA et les MST ont été menées par des ONG spécialisées	3.8 cinq(5) protocoles d'accord ont été signés avec les services de la santé pour la mise en œuvre d'un plan d'action en matière d'amélioration de la santé maternelle et infantile, l'hygiène et l'assainissement, la lutte contre les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et le SIDA	3	1,87	0.0561
3.9 Des actions d'appui à l'autopromotion de même qu'un soutien alimentaire et matériel ont été engagées en faveur des personnes affectées	3.9 Les soutiens apportés concernent : i) une ration alimentaire accordée à 5 familles (36 membres), ii) 8 orphelins et enfants vulnérables encadrés au plan scolaire pendant un an et iii) 12 AGR ont été financées au profit de personnes vivant avec le VIH/Sida	2	1,23	0.0246
COMPOSANTE D : Renforcement des capacités locales				
4.1 Une équipe pluridisciplinaire composée d'experts et de 25 animateurs a été recrutée et a appuyé les 323 villages et 13	4.1 Il n'y a pas eu de recrutement car l'équipe du projet, disposant d'une compétence suffisante, a réalisé directement les plans de développement local.	NA	NA	NA

communes dans la préparation et l'exécution des plans de développement local				
4.2 L'équipe pluridisciplinaire a procédé à l'organisation et la restructuration des organisations paysannes.	4.2 L'organisation et la restructuration des OP ont été réalisées par l'équipe du projet avec l'accord de la Banque (2004)	3	4,82	0.1446
4.3 Des formations techniques ont été faites au profit des CVGT et CIVGT sur leurs rôles, sur les questions organisationnelles et sur la gestion des microprojets	4.3 Des formations techniques ont été organisées au profit de 6609 membres des CVGT sur leurs rôles et tâches, sur les questions organisationnelles et sur la gestion des microprojets	3	3,44	0.1032
4.4 L'alphabétisation et diverses formations ont été organisées en faveur des bénéficiaires	4.4 L'alphabétisation a concerné 1620 personnes en Formation Complémentaire de Base. Des sessions de formations sur la décentralisation ont été organisées au profit des élus locaux	3	3,50	0.1050
4.5 Suite à la préparation et adoption d'un manuel de procédure, un fonds d'investissement local (FIL) d'un montant de 1,5 millions d'UC a été mis à la disposition des CVGT	4.5 Sous l'égide des CVGT, le FIL a été utilisé à hauteur de 350 millions de FCFA (41,5%) pour financer 76 microprojets dans le domaine des activités communautaires.	1	2,05	0.0410
4.6 Un fonds de crédit de 1,5 millions d'UC a été mis en place et a permis de financer des activités génératrices de revenus	4.6 Un montant de 149 millions FCFA seulement a été placé auprès des populations à travers des institutions de financement décentralisées (IFD). 141 producteurs individuels et 15 organisations paysannes dont 14 féminines, ont été bénéficiaires de ces crédits	1	0,87	0.0174

COMPOSANTE E : <i>Gestion du projet</i>				
5.1 Une cellule de gestion du projet composée de 4 fonctionnaires et d'autres experts recrutés a été mise en place.	5.1 La CEP a été progressivement mise en place avec les aménagements suivants : le vétérinaire n'a pas été recruté car les DPRAs en disposent dans la zone du projet. Le CEP s'est par contre enrichi de la présence d'un expert en communication, d'un géographe et d'un sociologue.	3	6,25	0.1875
5.2 Des protocoles d'accord entre le projet et des partenaires techniques ont été signés et ont permis leur engagement dans l'exécution du projet.	5.2 Des protocoles d'accord ont été signés avec : (i) les services techniques sectoriels de l'Etat en charge de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Environnement, de la Santé, de l'Education, (ii) les institutions spécialisées en recherche/développement), (iii) les institutions spécialisées dans la mise en œuvre de plan d'actions multisectoriel de lutte contre les IST/SIDA (SP/CNLS et BASP'96) et celle intervenant dans les domaines de l'assainissement (CREPA).	4	11,23	0.4492
NOTE GENERALE DES RESULTATS [correspond à la somme des notes pondérées]				3

Cochez ici pour ignorer la note autocalculée

Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée

Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note auto calculée

3

II. REALISATIONS / EFFETS OBTENUS

1. En utilisant les données disponibles sur le suivi, évaluer la réalisation des rendements attendus. Importer les rendements attendus du cadre logique présenté dans la Section C. Attribuer une note pour le degré de réalisation des rendements attendus. La note générale des rendements sera automatiquement calculée et correspondra à la moyenne des notes de l'évaluation. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

RENDEMENTS		Note d'évaluation
Prévisions	Réalisations	
COMPOSANTE A : <i>Amélioration des systèmes de production</i>		
1.1 Les 140 ha de périmètres hydro-agricoles aménagés par le projet sont	1.1 15 Ha aménagés en aval du barrage de Kalzi	01

occupés et mis en valeur		
1.2 200 ha de bas-fonds effectivement mis en valeur par les bénéficiaires et contribuant ainsi à l'accroissement de la production de riz de bas-fond	1.2 200 ha de bas-fonds ont été aménagés avec quelque retard mais sont en exploitation pour le riz de bas-fond. Le rendement moyen est estimé à 3 tonnes/ha par rapport à une référence de 1,5 T sans aménagement	2
1.3 Le projet a pu encadrer des bénéficiaires ruraux exploitant près de 30.000 ha en pluvial et les rendements des cultures se sont améliorés	1.3 Le projet a fait évoluer favorablement la situation des bénéficiaires exploitant 29.250 ha en apportant des semences améliorées et en vulgarisant la fabrication de compost enrichi en phosphate naturel, dans des fosses fumières stabilisées. Les rendements sur les exploitations observées varient entre 0,9 T à 1,1 contre 0,750 Kg dans la situation sans projet.	3
1.4 Les périmètres maraîchers mis en place sont occupés et mis en valeur	1.4 Sur un objectif initial de 23 ha révisé par la suite à 250 ha, 263 ha ont été aménagés. Une production estimée à environ 3000 tonnes de produits maraîchers est à mettre à l'actif de 1 800 exploitants parmi lesquels on compte 1 050 hommes et 750 femmes. Le revenu myen par campagne est évalué à 1500 000 FCFA.	4
1.5 700 ha ont été aménagés en arboriculture fruitière et les plantations sont entretenues et viables	1.5 515,57 ha ont été aménagés en arboriculture fruitières (manguiers essentiellement). Le niveau de reprise des arbres fruitiers a été cependant faible (50%) à cause d'un arrosage insuffisant au cours des premières années, des attaques par les termites, et aussi d'une mauvaise protection contre les feux et les animaux.	2
1.6 9.250 ha de sites antiérosifs aménagés ont été mis en valeur et entretenus annuellement	1.6 9.250 ha de sites antiérosifs ont été aménagés mais le suivi de leur productivité n'est évalué qu'à travers l'évolution de la production céréalière globale de la province qui est ainsi plus sécurisée.	3
1.7 800 ha de terre de glakis ont été récupérés et ont été végétalisés ou mis en valeur	1.7 778 ha soit 97,8% de l'objectif ont été récupérés par des travaux mécaniques et manuels. Ces superficies viennent accroître les superficies totales emblavées.	3
1.8 20.000 fosses fumières ont été aménagées et utilisées annuellement pour la fabrication de fumures organiques	1.8 Les producteurs ont reçu 2379 tonnes de ciment pour la stabilisation de près de 23.000 fosses fumières créées au titre du projet. Ils ont été formés au compostage et ont reçu 2000 tonnes de phosphate pour l'amélioration de la qualité de fumier. La pratique du compostage commence à être adoptée et s'étend.	4
1.9 Des vétérinaires privés et installées contribuent à l'amélioration de la santé animale dans la zone du projet	1.9 Activité contrôlée par l'organisation de l'ordre des vétérinaires qui limite le nombre de vétérinaires par zone	NA
1.10 Des croisements positifs ont été réalisés avec les géniteurs de race importés et les résultats sont diffusés	1.10 Au total 359 producteurs dont 127 femmes tirent profit de cette activité d'amélioration génétique : i) 304 coqs améliorateurs introduits sont à l'origine de 95.000 poussin métis ; ii) 236 ovins Bali-Bali introduits ont permis d'obtenir 2 292 métis ; iii) 120 chèvres rousses introduites ont produit 301 métis et 86 chèvres de race pure ; iv) 17 porcs Large White ont été introduits	3

1.11 Le centre national d'insémination artificielle qui dispose déjà de divers géniteurs importés a opéré des inséminations avec succès	1.11 363 vaches inséminées (semences de Gir, Girolando et Montbéliard): 153 métis obtenus. Le taux de réussite de l'insémination artificielle est estimé à 38,6%. La poursuite de cette opération par le bénéficiaire suppose un paiement de 80.000FCFA par dose.	3
1.12 Le projet a apporté à divers éleveurs de la zone du projet un appui effectif dans l'amélioration des habitats de leurs bêtes	1.12 Le projet a promu la construction de 870 habitats améliorés de divers types (bergeries, étables, poulaillers, porcheries, fenils) par la fourniture de matériels (portes, fenêtres, films plastiques, mangeoires et abreuvoirs)	3
1.13 La santé animale s'est améliorée dans la zone du projet	1.13 Environ 1,5 millions d'animaux ont été traités contre les principales maladies. Cela a contribué à la création d'un environnement plus sain et donc favorable à une intensification de la production animale	3
1.14 Les apiculteurs sont mieux formés, mieux organisés et ont reçu de nouveaux équipements	1.14 2 groupements de 82 apicultrices ont été formés, équipés en matériel et produisent annuellement 500 litres de miel	4
1.15 Les éleveurs transhumants bénéficient de meilleurs parcours pour leurs déplacements traditionnels	1.15 Seuls 59 km de pistes à bétail ont été balisés sur un objectif de 200 km soit 29,5%	1
1.16 La station d'alevinage réhabilitée dispose d'une capacité accrue et répond aux besoins des pisciculteurs	1.16 La station d'alevinage du Bazèga a été réhabilitée et placée sous la gestion de la Direction générale des ressources halieutiques. La production annuelle d'alevins n'est pas encore optimale car elle suppose la réorganisation des pisciculteurs.	3
1.17 Des formations spécifiques ont été dispensées aux agriculteurs, éleveurs et divers producteurs et auxiliaires ruraux et ont abouti à un renforcement de leur capacité technique.	1.17 Des formations techniques spécifiques dispensées à plus de 5000 producteurs et à 500 agents techniques : itinéraires techniques de production de variétés améliorées, production de foin, conservation de récoltes, fabrication de compost, commercialisation, etc.	3
1.18 Des protocoles ont été signés avec des institutions dont les interventions ont permis d'accroître l'efficacité du projet et d'avoir une meilleure connaissance scientifique et technique de la zone du projet	1.18 L'INERA, le BUNASOLS et l'IFDC ont été associés comme prévu à l'exécution du projet et ont opéré un transfert de technologie aux bénéficiaires du projet. Des protocoles ont également été passés avec d'autres institutions comme l'université de Ouagadougou.	4
COMPOSANTE B : Aménagement et gestion des ressources naturelles		
2.1 Des travaux de sous-solage, de réalisation de demi-lunes et de végétalisation des espaces ont été réalisés avec succès sur 1000 ha	2.1 772,75 ha de terres dégradées ont été récupérés par sous-solage, demi-lune et végétalisation soit un taux de réalisation de 77%.	2
2.2 Les regarnissages ont été un succès et ont permis de réhabiliter 1000 ha de forêts villageoises. Celles-ci sont mieux protégées grâce à l'aménagement de pare-feux	2.2 984 ha de forêts (soit 98,4% des objectifs) ont été aménagés, par la réalisation de pare-feux et l'enrichissement des espaces dégradés avec des essences forestières,	3
2.3 2500 ha de forêts villageoises reboisés à la satisfaction des bénéficiaires	2.3 Les opérations de reboisement ont été bien accueillies et 2815 ha de superficies ont été reboisés, soit 112,6% des prévisions	3

2.4 Des sites de récupération de biodiversité ont été réalisés à la satisfaction des bénéficiaires	2.4 Le projet a appuyé la valorisation des espèces de plantes médicinales par la création de 20 Ha de jardin botanique au profit de 50 tradipraticiens.	3
2.5 Les pépiniéristes formés ou recyclés ont produit suffisamment de plants pour les besoins de reboisement	2.5 Le projet a formé et recyclé 107 pépiniéristes privés en techniques de production de plants. Ceux-ci ont produit plus de 600 000 plants forestiers qui ont été distribués pour l'enrichissement des forêts villageoises.	4
2.6 Les retenues d'eau aménagées et réhabilitées sont fonctionnelles	2.6 Le barrage de Kalzi d'une capacité de 1.500.000 m3 a été aménagé mais sans le périmètre aval. Six (6) retenues d'eau sur 7 ont été réhabilitées comme prévu. Les travaux de la seconde retenue d'eau ainsi que la septième réhabilitation n'ont pu être exécutés pour insuffisance de financement.	2
2.7 La mare aux crocodiles de Bazoulé a été réhabilitée d'une manière durable	2.7 La mare de Bazoulé a été réhabilitée en régie jusqu'à 95% des prévisions. Le changement exigé du mode d'intervention a bloqué les travaux qui ont néanmoins été achevés sous d'autres financements.	3
2.8 30 km de pistes rurales et 70 km de pistes forestières réhabilitées et fonctionnelles	2.8 Sur un objectif révisé de 100 km de pistes rurales, le projet n'a pu réaliser que 50km faute de disponibilité financière. Les APD sont disponibles. Les pistes réalisées ont permis de désenclaver des villages et d'importantes zones de production.	3
2.9 L'observatoire de l'environnement a été mis en place et fonctionnelle	2.9 L'observatoire a été mis en place. Il a été transféré au SP/CONEDD pour son exploitation et sa mise à jour périodique	4
COMPOSANTE C : Amélioration des conditions de vie		
3.1 48 puits à grand diamètre réhabilités et fonctionnels	3.1 Le projet a réhabilité et rendu fonctionnels comme prévu, les 48 puits à grand diamètre	4
3.2 15 forages réhabilités et fonctionnels	3.2 Les 15 forages ont été entièrement réhabilités et remis en exploitation	4
3.3 33 forages (révisé à 60) positifs réalisés, équipés et fonctionnels	3.3 Au total, 42 forages dont 9 sites d'abreuvement du bétail ont été réalisés et sont fonctionnels soit un taux d'exécution de 70%.	3
3.4 2840 latrines ont été construites au niveau des écoles, des centres de santé, des villages et donnent satisfaction	3.4 2098 latrines ont été construites soit un taux de réalisation de 73,87%. , Le projet a assuré la formation de 448 animatrices villageoises pour la sensibilisation à l'hygiène et de 454 maçons villageois pour aider les populations à poursuivre la construction des latrines pour leur propre compte	3
3.5 2 dépotoirs par village ont été construits et sont utilisés pour la gestion des déchets	3.5 Cette activité n'a pas été réalisée par le projet Car ces dépotoirs ne constituent pas une demande encore moins une préoccupation des populations rurales	-
3.6 Les 8 complexes scolaires construits et équipés sont entrés en fonction	3.6 Le projet a construit les 8 complexes scolaires. Le personnel enseignant a été affecté par l'administration et le projet a doté l'ensemble des écoles de mobilier scolaire et de matériel pédagogique. Toutes les écoles sont fonctionnelles depuis la rentrée scolaire 2007	4

3.7 Le Gouvernement a rendu fonctionnels les 3 CSPS construits en les équipant et en y affectant du personnel	3.7 Les trois Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) prévus ont été construits. Le projet les a équipés en matériel et mobiliers médico-techniques et de bureau ; Ces centres sont fonctionnels bien que l'effectif du personnel soignant ne soit pas optimum. Le projet a formé en outre 540 auxiliaires de santé et 80 gérants de pharmacie villageoise	3
3.8 Les actions menées en matière de lutte contre le SIDA et les MST ont été effectives et reçues par les populations cibles	3.8 cinq(5) protocoles d'accord ont été signés avec les services de la santé. Un plan stratégique de lutte contre le SIDA et les IST (PA/MLS) adapté spécifiquement à la zone du projet a été élaboré et approuvé par le Centre National de Lutte contre les IST et le SIDA. Cinq centres de dépistage volontaire du VIH ont également été construits.	3
3.9 Des personnes affectées par le SIDA et les MST ont été identifiées et ont reçu une aide alimentaire et en matériel	3.9 Bien que relativement faible, cet appui a concerné : i) une ration alimentaire accordée à 5 familles (36 membres), ii) 8 orphelins et enfants vulnérables encadrés au plan scolaire pendant un an et iii) 12 AGR ont été financées au profit de personnes vivant avec le VIH/Sida	2
COMPOSANTE D : Renforcement des capacités locales		
4.1 Les PDL sont disponibles et sont en partie mis en œuvre.	4.1 Le projet a réalisé la planification locale au niveau des 354 villages, la planification communale au niveau de 12 communes et la mise en place des organes de coordination du développement que sont les Commissions Villageoises de Gestion des Terroirs (CVGT).	4
4.2 Des organisations paysannes ont été restructurées, formées et sont fonctionnelles	4.2 Les OPA fonctionnelles existaient avant le projet. Elles ont reçu du projet des formations techniques. Seuls les producteurs maraîchers bénéficiaires des aménagements du projet ont été organisés et formés.	3
4.3 Les formations techniques organisées au profit des CVGT et des CIVGT leur ont permis de mieux apprécier leurs rôles, les questions organisationnelles et la gestion des microprojets	4.3 L'amélioration des capacités locales s'est traduite par (i) des formations techniques au profit de 6609 .membres des CVGT (ii) l'alphabétisation de 1620 personnes en Formation Complémentaire de Base (iii) les sessions de formations sur la décentralisation au profit des élus locaux. Au total 226 conseillers ont été formés dont 104 femmes.	4
4.4 L'alphabétisation et les diverses formations réalisées ont amélioré le niveau technique des bénéficiaires	4.4 L'amélioration des capacités locales s'est traduite par (i) des formations techniques au profit de 6609 .membres des CVGT (ii) l'alphabétisation de 1620 personnes en Formation Complémentaire de Base (iii) les sessions de formations sur la décentralisation au profit des élus locaux. Le niveau technique des élus et des bénéficiaires s'est globalement amélioré par rapport au PGRN	3
4.5 Le FIL a été largement utilisé pour subventionner à 80% diverses activités communautaires et à 100% celles initiées par les femmes	4.5 Avec 350.000.000 de FCFA mis à leur disposition au titre du FIL, les CVGT ont pu financer : i) la construction de: 21 Centres de Promotion et d'Alphabétisation Fonctionnelle (CPAF), 13 logements de maître, 1 parc de vaccination, ii) la réhabilitation de	3

	27 forages, d'un CSPS, d'un logement d'infirmier , d'une classe d'école, de 2 dispensaires, de 2 PGD et iii) l'acquisition de, 340 tables bancs pour équipement de classes d'école	
4.6 Des accords de gestion ou de rétrocession avec des IMF ont été effectifs et ces institutions ont pu distribuer les crédits orientés vers les activités génératrices de revenus	4.6 Deux conventions d'un montant de 400 000 000 FCFA ont été signées en 2006 avec deux institutions de micro finance (URCPC et UCEC/Z) retenus à cet effet. La première tranche de 149 000 000 FCFA décaissée n'a pas été renouvelée malgré l'engouement rencontré à cause du mode de justification du fonds (fonds de roulement) non adapté aux délais requis pour la mise en œuvre du crédit rural. Les IMF ont remboursé entièrement le fonds reçu.	2

COMPOSANTE E : Gestion du projet		
5.1 La CGP est en place et a géré harmonieusement la mise en œuvre du projet	5.1 Le CGP a été constitué quasiment comme prévu : 14 cadres ; 22 agents d'appui, 21 animateurs ont été recrutés mais d'une manière étalée dans le temps. Une gestion comptable conforme a été mise en place, de même qu'un système de suivi-évaluation.	3
5.2 Les partenaires techniques ont conduit à terme leurs engagements conformément aux protocoles signés	5.2 Tous les accords et les protocoles conclus ont été portés à bonne fin.	3
NOTE GENERALE [Correspond à la moyenne des notes de l'évaluation]	DES RENDEMENTS	3

Cochez ici pour ignorer la note autocalculée

Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée	
Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note auto calculée	3

<p>2. <u>Autres rendements:</u> Commenter les rendements additionnels non prévus dans le cadre logique, et qui portent notamment sur les questions transversales (genre, par exemple).</p> <p>L'approche genre a été une constante dans la démarche d'intervention du projet. Elle s'est concrétisée à travers des actions multiformes : De nombreuses femmes ont reçu des formations (104 femmes sur 226 conseillers formés) et sont associés aux structures de prise de décision (membres des bureaux CVGT). Les jeunes et les femmes constituent le public cible privilégié pour les activités génératrices de revenus (maraîchage, petit élevage, production de miel, crédit rural...). Dans les périmètres maraîchers aménagés par le projet, environ 749 femmes sur un total de 1 801 exploitants (soit 41 %) tirent annuellement profit de ces sites à travers diverses spéculations telles que le maïs, l'oignon, le chou etc. Dans le domaine de l'élevage, 127 femmes sur un total de 359 producteurs tirent profit de l'amélioration génétique. En matière d'apiculture, une centaine de femmes issues de 12 groupements féminins ont été formées et équipées et produisent en moyenne 500 litres de miel par an. Vendu en raison de 2 000 FCFA le litre, on estime à 1 000 000 FCFA la recette annuelle que génère cette activité.</p>
<p>3. <u>Menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus.</u> Souligner les facteurs qui affectent, ou pourraient affecter les rendements du projet à long terme ou leur viabilité. Mentionner toute nouvelle activité ou changement institutionnel éventuellement recommandé pour assurer la viabilité des rendements. L'analyse devra s'inspirer de l'analyse de sensibilité de l'annexe 3, si pertinent..</p>

La responsabilisation des populations et leur participation à l'exécution et à la gestion des microprojets villageois constituent les conditions de la pérennisation des réalisations du projet. La mise en place des comités de gestion des infrastructures réalisées (forages, Sites maraîchers, CSPS, écoles...) et le transfert de ces infrastructures aux communes sont aussi des gages de durabilité des investissements. Le caractère rentable de certains investissements, amène les populations à se les approprier et à les répliquer sans l'appui du projet (cas du petit élevage, du maraîchage, des actions de gestion de la fertilité des sols, du crédit auprès des IMF, de l'apiculture...). Les menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus sont : i) l'absence de transfert effectif des infrastructures aux communes ou autres collectivités locales, ii) le tarissement de certains plans d'eau pour diverses raisons, iii) la situation précaire et le coût de l'insémination artificielle, iv) les problèmes fonciers, v) le risque d'un encadrement insuffisant des bénéficiaires par les services techniques déconcentrés à la fin du projet.

E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

1. Indiquer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur se sont assurés que le projet tienne compte de la capacité de l'emprunteur à le mettre en œuvre, en assurant sa bonne conception et en mettant en place le dispositif requis pour l'exécution. Analyser tous les aspects liés à la conception du projet. Les questions liées à la conception sont les suivantes: dans quelle mesure la conception du projet a-t-elle tenu compte des leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays (citer quelques RAP clés); le projet repose-t-il sur de sérieuses études analytiques (citer quelques documents clés); dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont-ils convenablement évalué la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet; degré de consultations et de partenariats, justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique.

[250 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Le projet a pris la suite du PGRN dont les objectifs avaient été atteints mais dont les actions ne concernaient qu'une faible proportion des populations de la province concernée. Le rapport d'achèvement avait relevé aussi des insuffisances concernant le faible niveau de sensibilisation, d'animation et d'encadrement des producteurs, la faiblesse dans l'organisation et le fonctionnement des organisations paysannes, l'insuffisance de préparation des producteurs à une réelle prise en charge des actions après le projet et la non prise en compte de l'approche «*Genre et développement*» dans la stratégie d'intervention du projet. Il était urgent également de freiner la dégradation de l'environnement écologique et socioéconomique ainsi que les disparités entre les villages.

Il a été décidé de créer une cellule de gestion composée de cadres pluridisciplinaires et expérimentés afin de palier les faiblesses organisationnelles constatées pendant l'exécution du PGRN. Les composantes du projet sont exécutées parallèlement par les organismes spécialisés et expérimentés dans leurs domaines respectifs tandis que les activités communautaires sont réalisées par les communautés rurales à travers les CVGT et les CIVGT. Il revient à la cellule de gestion du projet de coordonner, superviser et contrôler l'ensemble des activités du projet. Un programme renforcé de formation est prévu, ainsi que des protocoles d'accord avec des institutions spécialisés intervenant dans le monde rural.

En dépit de l'extrême complexité du projet du fait de son incursion dans tous les domaines du développement rural, la cellule mise en place a fait preuve de son efficacité en conduisant à terme les diverses réalisations prévues.

2. Pour chaque dimension de la conception et de l'état de préparation à la mise en œuvre du projet, présenter une brève évaluation (deux phrases au plus). Attribuer une note d'évaluation en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA CONCEPTION ET A L'ETAT DE PREPARATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION	Note de l'évaluation
REALISME	a) Du fait de sa complexité, le projet est sous-tendu par une analyse de la capacité	Le projet découle d'une première phase et vise à étendre et améliorer les acquis. Il est certes complexe par la multitude d'activités	4

	du pays et de son engagement politique.	envisagées mais correspond bien aux attentes du Gouvernement et des bénéficiaires.		
EVALUATION DU RISQUE ET ATTENUATION	b) La conception du projet tient suffisamment compte des risques analysis.	Les risques du projet ont été raisonnablement mesurés et pris en compte dans la structuration du projet. Les lenteurs induites par la démarche participative n'ont toutefois pas été pris en compte	3	
UTILISATION DES SYSTEMES DU PAYS	c) Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres sont fondés sur des systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires	Le projet a suivi et respecté les systèmes de passation de marchés recommandés par la Banque	3	
Pour les dimensions ci-après, attribuer des notes d'évaluation distinctes pour la performance de la Banque et la performance de l'emprunteur :			Note de l'évaluation	
			Banque	Emprunteur
CLARTE	d) Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies.	Le partage des responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet tel que discuté avec l'emprunteur a été globalement bien respecté.	4	4
PREPARATION A LA PASSATION DES MARCHES	e) Les documents requis pour l'exécution (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation.	En conséquence à la démarche participative adoptée et à l'identification tardive de nombreuses activités du projet, beaucoup de documents d'exécution et de passation de marchés n'étaient pas prêts au moment de l'évaluation dudit projet	2	2
PREPARATION AU SUIVI	f) Les indicateurs et le plan de suivi sont adoptés.	Un système de suivi-évaluation a été mis en place et est fonctionnel. L'objectif du suivi interne est la collecte, le traitement, l'analyse et la restitution/circulation des informations relatives à l'état d'avancement ainsi qu'aux effets et impacts du projet.	4	4
DONNEES DE REFERENCE	h) La collecte des données de référence est achevée ou en cours.	Une étude socio-économique de base menée en 2003 a permis d'établir une situation de référence pour le suivi des impacts du projet. Cette étude a défini les indicateurs de performances et d'impact du projet. Une nouvelle enquête a été conduite qui permet d'apprécier l'évolution de la situation des populations en 2008.	3	3

F. MISE EN ŒUVRE

1. Donner les principales caractéristiques de l'exécution du projet quant aux aspects suivants: respect des calendriers, qualité des constructions et autres travaux, performance des consultants, efficacité de la supervision par la Banque et efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Déterminer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont veillé au respect des mesures de sauvegarde.

[300 mots au plus. [Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Le projet s'achève le 30 juin 2010, soit 30 mois après la date prévisionnelle fixée au 31 décembre 2007. Ce retard trouve sa source dans la nature du projet car, tel qu'il est structuré, le projet ne pouvait pas respecter le délai de mise en œuvre de six ans qui lui était imparti. En effet le projet est l'un des premiers à adopter une démarche de développement à partir de la base, faisant appel à une politique de développement rural décentralisé et participatif. Cela suppose, dans le contexte national, la nécessité d'organiser et de structurer préalablement les communautés locales et les amener ensuite à prendre des initiatives, au titre du projet, pour leur développement. Cette phase est longue et laborieuse et a pris au moins deux ans. Les infrastructures à réaliser, découlant de cette démarche de planification à la base ont donc été identifiées tardivement. Il a fallu ensuite préparer les études techniques d'exécution, et lancer les appels d'offres de réalisation des travaux. On assiste ainsi, dans le cas des infrastructures structurantes (petits barrages), à des réalisations incomplètes (nombre réduit et absence de mise en valeur) dues en partie à une insuffisance et utilisation peu judicieuse des ressources.

Les constructions réalisées au titre du projet, qu'il s'agisse des barrages, des forages, des écoles, des centres de santé, des logements ou des latrines sont en général de bonne facture. Les prestations des consultants ont été de qualité. C'est le cas pour la conception et la mise en place de l'Observatoire de l'Environnement, de même que pour la réalisation des études socio-économiques. Par ailleurs, les protocoles d'accord signés avec les services de la santé et les institutions spécialisées que sont l'INERA, IFDC, BUNASOLS ont été menés à bonne fin sans difficulté majeure.

La Banque a supervisé régulièrement le projet puisqu'on dénombre 10 missions en 8 ans. Du côté de l'emprunteur, il est signalé une tenue régulière, sur une base annuelle des comités de pilotage.

2. Commenter le rôle des autres partenaires (bailleurs de fonds, ONG, entreprises, etc.). Evaluer l'efficacité des modalités de cofinancement et de la coordination des bailleurs de fonds, le cas échéant.

Le projet s'inscrit dans le cadre du programme national de gestion des terroirs (PNGT 2) lancé par la Banque mondiale mais se démarque par sa zone d'intervention et la diversité des activités à entreprendre.

3. Harmonisation. Indiquer si la Banque s'est explicitement employée à harmoniser les instruments, systèmes et/ou approches avec les autres partenaires.

Le projet présente la même stratégie d'intervention que le PNGT tout en gardant une exclusivité totale dans sa zone d'intervention.

4. Pour chaque aspect de la mise en œuvre du projet, indiquer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs ci-après. Présenter une évaluation succincte (deux phrases au plus) et attribuer une note d'évaluation, en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION		Note de l'évaluation
RESPECT DU CALENDRIER	a) degré de respect de la date prévue de clôture. Si l'écart à droite est: inférieur à 12, notation 4 entre 12.1 et 24, notation 3 entre 24.1 et 36, notation 2 supérieur à 36.1, notation 1	Ecart en mois entre la date prévue de clôture et la date effective de clôture ou la date de réalisation de 98% de décaissement	L'application de la démarche participative et la nécessité de l'organisation préalable des bénéficiaires sont à l'origine de ce retard	2
PERFORMANCE	b) Conformité de la Banque aux :			

DE LA BANQUE	Mesures de protection environnementale	Le projet a mené des actions en termes de reboisement et de récupération de terres dégradées. Des études spécifiques ont été conduites en matière de suivi de la végétation, des ressources sylvo-pastorales, de la fertilité des sols, de l'exploitation halieutique des plans d'eau et de la qualité des eaux de surface et souterraines. Un observatoire de l'environnement est en place et est fonctionnel et constitue la base de la mise en place d'un observatoire national de l'environnement.	4
	Dispositions fiduciaires	Les fonds prévus au titre du prêt FAD ont été mis à la disposition du projet. De nombreuses modifications ont cependant eu lieu en fonction des difficultés rencontrées. C'est ainsi que Les fonds pour le FIL et le crédit n'ont été utilisés qu'à hauteur de 24% et 10%. Le prêt sera décaissé à près de 100%	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	La Banque a respecté ses engagements tels qu'ils sont stipulés dans l'Accord de prêt.	4
	c) La supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions.	Avec 10 supervisions en 8 ans et la participation d'agronomes d'ingénieurs du génie rural et de zootechniciens, le projet a été régulièrement supervisé par la Banque et ces interventions ont permis de résoudre maintes difficultés rencontrées.	4
	d) La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante.	Le projet a préparé et soumis régulièrement des rapports d'audit des comptes. Il est à déplorer cependant une insuffisance de missions de contrôle financier (FFCO)	3
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	e) L'emprunteur s'est conformé aux:		
	Mesures de protection environnementale	L'emprunteur s'est conformé aux mesures de protection environnementale prévues. L'observatoire de l'environnement mis en place au titre du projet a été transféré au SP/CONEDD pour son exploitation et sa mise à jour périodique	4
	Dispositions fiduciaires	L'Emprunteur a respecté en volume ses engagements financiers. Les affectations de ces financements n'ont cependant pas toujours été judicieuses	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	Les termes de l'accord de prêt ont été dans l'ensemble respectés. Le projet a cependant enregistré des retards et n'a pu achever certaines activités importantes.	3
	f) L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées de la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	Dans l'ensemble, des efforts ont été accomplis pour satisfaire les principales recommandations formulées au cours des supervisions.	3
	g) L'emprunteur a collecté et utilisé, pour les prises de décisions, les informations tirées du processus de suivi.	Les données collectées sur le projet sont incluses dans les rapports annuels soumis à l'examen du Comité de pilotage qui prend des décisions au nom de l'emprunteur	3

G. ACHEVEMENT

1. Le PAR a-t-il été fourni à temps, conformément à la Politique de la Banque?			
Date de réalisation de 98% de décaissement (ou date de clôture, si applicable)	Date PAR été envoyé a pcr@afdb.org	Ecart en mois	NOTE DE L'EVALUATION (généralisé automatiquement) Si l'écart est égale ou inférieur a 6 mois, la note est de 4. Si l'écart est supérieur à 6 mois, la note est de 1.
		6	4

Décrire brièvement le processus RAP. Décrire la manière dont l'emprunteur et les cobailleurs ont participé à l'établissement du document. Souligner toute incohérence dans les évaluations présentées dans le présent RAP. Donner la composition de l'équipe et confirmer si une visite approfondie a été effectuée. Mentionner toute collaboration substantielle avec d'autres partenaires au développement. Indiquer dans quelle mesure le bureau de la Banque dans le pays s'est impliqué dans l'établissement du présent rapport. Indiquer si les commentaires de la revue des pairs ont été fournis à temps (indiquer les noms et les titres des pairs de revue).

[150 mots au plus]

La préparation du présent rapport d'achèvement a été initiée par le bureau national du Burkina (BFFO) qui a recruté un consultant agronome, lequel a travaillé en concert avec l'expert en agriculture et développement rural du Bureau, monsieur Z BOUE. Une visite de terrain de quatre jours a été organisée afin de permettre à l'équipe d'apprécier les principales réalisations du projet. Monsieur Pascal ILBOUDO, coordonnateur du projet et son équipe ont conduit la mission de terrain et ont participé à diverses séances de travail. Monsieur ILBOUDO a fourni à la mission les divers documents (études et rapports) produits au titre du projet. En l'absence du rapport d'évaluation finale prévu par le rapport d'évaluation du projet mais non réalisé, le Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutique (MAHRH) qui assure la tutelle du projet a mis en place un comité interministériel chargé de rédiger un rapport d'achèvement pour le compte de l'emprunteur. Ce rapport ne sera disponible qu'en janvier 2011.

H. LECONS TIREES DE L'EVALUATION

Résumer les principales leçons que la Banque et l'emprunteur peuvent éventuellement tirer des rendements du projet.

[300 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Le PDRDP est un projet de développement rural qui a cherché à tout faire dans sa zone d'intervention : production végétale, production animale, reboisement, récupération de terres arides, aménagement hydro-agricole, forages, pistes rurales et à bétail, construction d'écoles et de centres de santé, diverses formations, appui à la décentralisation, etc. Un tel projet est extrêmement difficile à conduire. C'est pourquoi, malgré les insuffisances constatées, le présent projet doit être considéré comme un succès rare. Un schéma de projet aussi complexe, qui s'apparente à un saupoudrage, n'est pas à recommander, ou alors sous forme de programme étalé sur 15 à 20 ans avec plusieurs phases. Il est souhaitable de proposer de projets agricoles beaucoup plus simples et plus facilement maîtrisables.

Le PDRDP s'intègre dans une stratégie de développement rural décentralisé et participatif qui comporte une phase préalable de sensibilisation et responsabilisation des communautés de base, et leur formation en vue de la planification des actions et des investissements. Cette phase, stérile en termes de réalisations physiques, aurait dû faire partie de la phase de préparation du projet. C'est son inclusion dans la phase d'exécution qui est la cause principale du rallongement du délai d'exécution du projet.

Succédant à une première phase, le PDRDP n'a pas bénéficié (à tort) d'une préparation approfondie. Il s'ensuit que de nombreux coûts d'ouvrages ont été mal appréhendés et souvent sous évalués et certaines propositions techniques ont

été peu appropriées (superficies de bas-fonds, mode de traitement des sols de glacis, types de vergers à implanter etc)......

Le projet a été mis en œuvre en totalité sous la responsabilité d'un seul coordinateur, même si une partie du personnel de la cellule de gestion a connu des changements. Cela constitue un avantage certain dès lors que ledit coordinateur assume convenablement sa fonction et maîtrise comme c'est le cas, les règles de procédures de la Banque. Cependant, la mise en place des outils techniques d'exécution (manuels des procédures, code de financement, système comptable et S/E...) est une étape préalable importante mais souvent longue, qui freine le démarrage d'un projet. Ces outils devraient être conçus et élaborés durant la phase de préparation du projet et être disponibles dès le début de l'exécution du projet.

La démarche développement local est une expérience assez récente pour les populations et les autres acteurs locaux et, compte tenu du niveau d'analphabétisme qui caractérise la zone, un certain nombre de difficultés ont été recensés qui constituent des leçons à tirer pour des projets similaires :

- i) Concernant les choix d'activités exprimés par les populations, l'expérience de ce projet montre que les priorités ainsi définies ne constituent pas un gage de réussite. C'est lors de la mise en œuvre que la prise de conscience effective des bénéficiaires et leur adhésion aux activités s'expriment. On a ainsi vu que les reboisements étaient partout un succès, alors que l'exécution des sites antiérosifs était très variable d'une zone à l'autre ;
- ii) Une bonne participation de la base nécessite un accompagnement rapproché, d'où la nécessité de disposer dès le démarrage du projet d'agents d'appui à la base, maîtrisant la démarche à suivre.
- iii) Le renforcement des capacités des communautés n'a pas été suffisant pour leur permettre de maîtriser rapidement les règles de gestion financière de la Banque et d'assurer efficacement la maîtrise d'ouvrage des investissements dans le cadre du fonds d'investissement local (FIL).
- iv) Pour qu'un transfert effectif de maîtrise d'ouvrage soit assuré aux communes ou autres collectivités locales, les problèmes fonciers doivent préalablement être réglés, ce qui n'est pas encore le cas.
- v) La durée d'exécution du projet pour tenir compte des exigences de l'approche participative et des appuis à la demande des populations bénéficiaires ;
- vi) Nécessité d'associer la réalisation des retenues d'eau à l'aménagement des périmètres irrigués y afférents
- vii) Les pertes de ressources résultant de la dépréciation de l'UC par rapport à l'euro et les implications induites par cette dépréciation dont la révision quantitative des réalisations telle la suppression des périmètres hydro-agricoles associés aux retenues d'eau.

Le PDRDP a engrangé des résultats remarquables en matière de planification à la base, d'appui à la décentralisation et aux communes naissantes, de structuration des organisations paysannes et de formation technique des ruraux. Son expérience constitue à ce titre une source de référence pour des projets similaires.

I. RESUME DES NOTES OBTENUES PAR LE PROJET

Toutes les notes de l'évaluation sont automatiquement calculées par l'ordinateur à partir de la section pertinente du RAP

CRITERES	SOUS-CRITERES	Note de l'évaluation
RENDEMENT DU PROJET	Réalisation des résultats	3
	Réalisation des rendements	3
	Respect du calendrier	2
	NOTE GENERALE DES RENDEMENTS DU PROJET	3
PERFOR-MANCE DE LA BANQUE	Conception et état de préparation	
	Les objectifs du projet sont pertinents pour les priorités de développement du pays	4
	Les objectifs du projet sont réalisables au regard des contributions au projet et du calendrier prévisionnel	3
	Les objectifs du projet sont conformes à la stratégie nationale ou régionale de la Banque	4
	Les objectifs du projet sont conformes aux priorités générales de la Banque	4
	Le cadre logique prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	2
	Les objectifs et les rendements, ainsi qu'ils sont présentés dans le cadre logique, sont mesurables et quantifiables	2
	Le cadre logique présente les risques et les hypothèses clés	2
	La capacité et l'engagement politique du pays sont à la hauteur de la complexité du projet	4
	La conception du projet contient une analyse satisfaisante des risques	3
	Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres processus sont fondés sur les systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires.	3
	Les responsabilités en ce qui concerne l'exécution du projet sont clairement définies	4
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	2
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont adoptés	4
	La collecte des données de référence est achevée ou en cours	3
	NOTE PARTIELLE DE LA CONCEPTION ET DE L'ETAT DE PREPARATION DU PROJET	3
	Supervision:	
	Conformité de la Banque aux:	
	Mesures de protection environnementale	4
	Dispositions fiduciaires	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	4
	La qualité de la supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions	4
	La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante	3
Le PAR a été fourni à temps	4	
NOTE PARTIELLE DE LA SUPERVISION	4	
NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE	4	

PERFOR-MANCE DE L'EMPRUN-TEUR	Conception et état de préparation	
	Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies	4
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	2
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont approuvés; la collecte des données de base est achevée ou en cours	4
	NOTE DE LA CONCEPTION DU PROJET ET DE SON ETAT DE PREPARATION	3
	Mise en œuvre	
	L'emprunteur s'est conformé aux:	
	Mesures de protection environnementale	4
	Dispositions fiduciaires	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	3
	L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	3
	L'emprunteur fonde ses décisions sur les informations tirées du suivi	3
	NOTE PARTIELLE DE LA MISE EN ŒUVRE	3
	NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	3

J. TRAITEMENT

ETAPE	SIGNATURE ET OBSERVATIONS	DATE
Vérifié par le Chef de Division du Secteur		
Vérifié par le Directeur Régional		
Approuvé par le Directeur Sectoriel		

APPENDICE 1

Echelle de notation et correspondances

NOTE	EXPLICATION
4	Très satisfaisant Réalisation parfaite, aucune faille
3	Satisfaisant La majorité des objectifs sont atteints en dépit de quelques lacunes
2	Moyen Projet partiellement abouti. Presque autant de résultats que de lacunes
1	Médiocre Très peu de réalisations et de graves lacunes
NA	Sans objet

N.B.: Les formules sont arrondies à la décimale supérieure ou inférieure. Pour les calculs, seuls des nombres entiers sont retenus.

ANNEXE 1 : COÛTS DU PROJET ET FINANCEMENT

a. Coûts du projet par composante (millions de FCFA)

Composantes	Evaluation		Achèvement	
	Montants	%	Montants	%
A <i>Amélioration des systèmes de production</i>	5.205,02	26,56	6.261,05	36,63
B <i>Aménagement et gestion des ressources naturelles</i>	3.601,10	18,37	3.461,13	20,25
C <i>Amélioration des conditions de vie</i>	4.216,37	21,51	1.871,65	10,95
D <i>Renforcement des capacités locales</i>	4.424,50	22,57	2.509,47	14,68
E <i>Gestion du projet</i>	1.952,41	9,96	2.987,42	17,48
Imprévus physiques et hausse des prix	200,00	1,02		0,00
TOTAL	19.599,40	100,00	17.090,72	100,00

b. Ressources par source de financement (millions de FCFA)

Source	Evaluation	Achèvement
FAD	14.525,25	11.342,10
Gouvernement	3.234,29	3.459,30
Bénéficiaires	1.839,87	2.289,32
Total	19.599,40	17.090,72

ANNEXE 2 : MISSIONS DE SUPERVISION DE LA BANQUE

N° ordre	Date	Nature mission	Nbre pers.	Composition
1	Du 20 au 28 janvier 2003	Supervision technique	02	1 agronome ; 1 zootechnicienne
2	Du 06 au 21 décembre 2003	Supervision technique	02	2 agronomes
3	Du 17 avril au 05 mai 2004	Supervision technique	03	1 agro-environnementaliste 1 agroéconomiste 1 zootechnicienne
4	Du 14 au 28 novembre 2005	Supervision technique	03	1 agroéconomiste 1 zootechnicien 1 ingénieur. Génie rural
5	Du 25 septembre au 18 octobre 2006	Supervision technique	03	1 agronome 1 agroéconomiste 1 assistant acquisitions
6	Du 12 au 26 décembre 2007	Supervision technique	04	1 agronome 1 agroéconomiste 1 spécial. Infrastructures 1 assistant acquisitions
7	Du 15 au 29 avril 2008	Supervision technique	04	1 agronome 1 agroéconomiste 1 spécial. Infrastructures 1 assistant acquisitions
8	Du 30 mars au 05 avril 2008	Supervision financière	02	1 chargé décaissements 1 assist. décaissements
9	Du- 09 au 19 décembre 2008	Supervision technique & financière	02	1 agroéconomiste 1 assist. décaissements
10	Du 1er au 15 octobre 2009	Amélioration du portefeuille	03	1 économiste agricole 1 ingénieur. génie rural 1 agroéconomiste
11	Du 17 mai au 02 juin 2010	Mission d'Appui à l'amélioration de la gestion des projets agricoles (SPIP)	05	1. ingénieur en chef en ressources en eau ; 2. 1 ingénieur GR ; 3. 2 agroéconomistes 1 spécialiste en gestion financière. 1 agroéconomiste

ANNEXE 3 : ANALYSE ECONOMIQUE (TRE) ET FINANCIERE

A défaut d'une situation consolidée de la rentabilité économique et financière de l'ensemble des activités du projet, nous joignant à ce PCR quelques cas illustrant la rentabilité économique et financière de certaines des activités du projet comparée à la Situation sans projet.

Compte d'exploitation d'une unité de production animale améliorée à partir de l'introduction de nouvelles races telles que les chèvres rousses de Maradi importées du Niger .

Tableau n°1

RECUEIL DE DONNEES POUR UNE ÉVALUATION ÉCONOMIQUE DE L'IMPACT DU PDRDP/BK DANS LE SECTEUR DES RESSOURCES ANIMALES

IDENTIFICATION DU PRODUCTEUR

Nom : CONGO

Village : Secteur 1

Filière : chèvre rousse

Prénom : Pegdwendé

Département : Kombissiri

Période concernée par l'enquête : 2006 - 2010

SITUATION DE RÉFÉRENCE

Habitat : amélioré

Équipements (énumérer) néant

Autres infrastructures (énumérer) néant

Effectif des reproductrices : 3

Reproducteurs reçus du PDRDP : 1

CHARGES DE PRODUCTION

Désignation	Quantité	Prix unitaire	Montant
Femelles	3	10000	30000
Mâles	1	15000	15000
aliments	7	3000	21000
soins	24	500	60000
Autres			

RECETTES

Produits	Age vente/ production 1	Age vente/ production 2	Quantité	Ancien prix	Nouveau prix	Écart
Femelles	8 mois	4 mois	10	15000	25000	10000
Mâles	8 mois	4 mois	10	15000	25000	10000
Reforme			1	15000	40000	25000
Effectif disponible actuellement			12	15000	25000	10000
Œufs						
Lait						

BILAN

Charges	Montant	Recettes	montant 1	Montant 2
Femelles	30000	Femelles	150 000	250 000
Mâles	15000	Mâles	150 000	250 000
Aliments	21000	Reforme (mâle)	15 000	40 000
Soins	60000	Effectif disponible	180 000	300 000
Autres		œufs		
		lait		
<i>Total charges</i>	<i>126000</i>	<i>Total recettes</i>	<i>495 000</i>	<i>840 000</i>

Valeur brute de l'impact = Montant 2 - Montant 1	345 000
Bénéfice sans introduction de la rousse	369 000
Bénéfice avec introduction de la rousse	714 000

Observations

Avec l'introduction de la chèvre rousse, le bénéfice passe du simple au double.

L'âge à la vente est réduit de moitié.

Le gardiennage du troupeau est permanent.

Le lait n'est malheureusement pas exploité.

Le revenu résultant de l'introduction de la chèvre rousse est de 714 000 contre 369 000 sans introduction de la chèvre rousse (situation sans projet) soit une amélioration du revenu de 345 000 FCFA, niveau nettement supérieur au montant de 125 880 FCFA tel qu'indiqué dans le rapport d'évaluation. Globalement les revenus par type de cheptel ont connu une nette amélioration liée à la mise en œuvre d'actions d'amélioration de la race génétique mais également de l'intensification des productions animales.

Tableau n°2 : Compte d'exploitation d'un ha de CHOUX

COMPTE D'EXPLOITATION POUR 1 HA

RUBRIQUES	Choux			Montant			
	Unités	Quantité	Prix				
Charges	Semences	g	400	200	80 000		
	NPK	kg	600	270	162 000		
	Urée	kg	200	250	50 000		
	fumure organique	charretée	25	1500	37 500		
	Labour	ha	1	20 000	20 000		
	billonnage	ha	1	20 000	20 000		
	repiquage	ha	1	20 000	20 000		
	main d'œuvre (entretien et récolte)	ha	1	65 000	65 000		
	Traitements phytosanitaires	L	2	10 000	20 000		
	EAU	ha		forfait	70 000		
	Total					544 500	
Produits				T	18	100 000	1 800 000
RESULTATS	1 255 500						

Au total sur 9 sites de production 540 T ont été produits sur une superficie de 30 ha soit une production moyenne par ha de 18Tonnes

CONCLUSION

Produits : 54 000 000
 Charges : 16 335 000
 Résultats : 37 665 000

Situation consolidée sur l'ensemble des sites du projet pour l'ensemble des productions

	MAÏS	CHOUX	TOMATE	OIGNON	RIZ	MANIOC	TOTAUX
RECETTES	667360781	54 000 000	6 077 250	433 670 000	45 287 500	27 562 500	1233958031
CHARGES	108290409	16 335 000	977 762	113 187 870	31 610 675	8 136 042	278537758
RESULTATS	559070372	37665000	5099488	320482130	13676825	19426458	955420273

ANNEXE 4 : LISTE DES PRINCIPAUX MARCHES

CATEGORIE BIENS

N°	Objet de l'acquisition	Montant FCFA	Fournisseur
1	Fourniture et installation d'un autocommutateur	3 289 000	PROMOCOM BURKINA
2	Fourniture de 285 moules pour la confection de latrines	9 262 500	ETS SAVADOGO MOUSSA
3	Fourniture de fil de fer barbelé et tendeurs	4 007 500	COBODIM
4	Fourniture de matériel informatique	2 823 787	NAWA
5	Fourniture et pose de panneaux d'indication	10 930 000	DECLIC
6	Fourniture d'un tracteur agricole équipé	32 455 764	SOPAM
7	Fourniture de véhicules	200 400 000	CFAO
8	Fourniture de Matériel informatique	36 300 000	DIACFA
9	Fourniture de matériel de sonorisation, matériel électrique, photo/vidéo	31 599 949	AFRICA PHOTO
10	Fourniture de 110 vélomoteurs	104 600 000	CFAO Burkina
11	Fourniture de 14 motopompes LISTER PETTER	96 533 881	COBODIM
12	Fourniture de tuyauterie et accessoires	44 346 765	DIACFA MATERIAUX
13	Fourniture de matériel informatique complémentaire	21 703 226	DATASYS
14	Fourniture de trois (3) véhicules 4X4 double cabine	33 900 000	DIACFA AUTOMOBILE
15	Fourniture d'équipements de soixante cinq (65) centres d'alphabétisation	39 975 000	EMERAUDE
16	Fourniture de 2000 tonnes de phosphate	200 000 000	SEGEN
17	Fourniture de 57 pompes à motricité humaine,	149 068 003	VERGNET HYDRO
18	Fourniture de 280 tonnes de ciment, 2500 barres de fer à béton, 1250 rouleaux de fil et 500 m2 de grillage fin	30 299 000	Général E,CO
19	Fourniture de mobilier, équipements et matériel pour l'équipement de 8 complexes scolaires	35 959 912	SANOMAFI
20	Fourniture de mobilier, équipements et matériel pour l'équipement de 3 CSPS	11 834 028	JEFKOM KOSSOM
21	Fourniture de 2.500 tonnes de ciment	221 250 000	Société TYR & Frères
TOTAL		1 320 538 315	

CATEGORIE TRAVAUX

N°	Objet de l'acquisition	Montant FCFA	Fournisseur
1	Travaux de branchement en eau courante au site de l'abattoir de Kombissiri	5 550 000	ONEA
2	Fourniture et pose de petit matériel de petite irrigation	5 152 325	SAVAMO (SAVADOGO MOUSSA) Sarl
3	Fourniture et pose de petit matériel de petite irrigation	14 768 900	TECHNOLOGIE SERVICES
4	Fourniture et pose de petit matériel de petite irrigation	1 776 500	Etablissements OUEDRAGO Adama

5	Fourniture et pose de petit matériel de petite irrigation	6 136 710	Entreprise Moussa Younga & Compagnie (E.M.Y. & CO)
6	Fourniture et pose de petit matériel de petite irrigation	5 304 710	CAPRICORNE SARL
7	Travaux de réhabilitation de cinq (05) forages	9 000 000	B.E.E.S.TH
8	Travaux de réhabilitation de cinq (05) forages	9 480 000	B.E.E.S.TH
9	Travaux de réhabilitation de cinq (05) forages	10 388 800	E.C.R.P.F
10	Travaux de réhabilitation de cinq (05) forages	10 388 800	MO T TRA
11	Construction du barrage de Kalzi	277 211 225	COGEB International
12	Construction de deux complexes scolaires	117 164 086	ECNAF
N°	Objet de l'acquisition	Montant FCFA	Fournisseur
13	Construction de deux complexes scolaires	107 309 252	ECG International
14	Construction de deux complexes scolaires	109 730 599	SOSAF
15	Construction de deux centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS)	155 078 744	EZIF
16	Réalisation de quarante deux (42) forages positifs	160 071 000	Entreprise BURKINA DECOR
17	Travaux de réhabilitation de (4) barrages	598 274 150	Compagnie de Construction Consolidée (3C)
18	Travaux d'aménagement de 200 ha de bas-fond	232 624 975	M.R.J.F
19	Construction de deux (2) complexes scolaires	111 588 102	WORLD CONSTRUCTION
20	Construction d'un Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS)	73 848 882	COMTECH
21	Travaux de confection et de pose de balises pour la réalisation de 141 km de piste à bétail	19 604 625	ECM
22	Construction de cinq (5) centres de dépistage volontaires	41 942 873	ENTREPRISE TECHNIBAT
23	Travaux de réhabilitation du barrage de Tampooussoum	154 845 447	EKS BTP
24	Travaux d'aménagement de 25,644 km de pistes rurales	213 304 155	DERE
25	Travaux d'aménagement de 24,336 km de pistes rurales	224 695 700	CERBIDE
26	Travaux de réhabilitation du barrage de Zangogo	265 617 300	ECR/BTP DEME KARIM
27	Travaux d'aménagement de la digue de protection et du chenal d'évacuation du périmètre de Kalzi	66 456 225	Général E,CO
TOTAL TRAVAUX		3 007 314 085	

CATEGORIE SERVICES

N°	Objet de l'acquisition	Montant FCFA	Fournisseur
1	Réalisation de l'audit des comptes 2002-2003		Deloitte & Touche Burkina
2	Contrôle des travaux du barrage de Kalzi	6 000 000	B.E.M
3	Réalisation de six (06) scènes d'images SPOT	10 626 503	Groupe BSA ZRC

4	Réalisation de l'audit environnemental et social de l'air d'abattage de Kombissiri	1 000 000	AOUBA Jean Aimé Souleymane
5	Réalisation d'un PGES des sous-projets d'infrastructures rurales	11 000 000	AOUBA Jean Aimé Souleymane
6	Mise en place d'un système de gestion de base de données de l'Observatoire de l'environnement	4 600 000	PARE Lacina
7	Contrôle des travaux du barrage de Tampoussoundi	14 200 000	G.I.D.
8	Contrôle des travaux du barrage de Zangogo	14 250 000	B.E.M
9	Assistance en comptabilité informatisé sous environnement TOMPRO	4 650 000	LANKOANDE Ibrahima
10	Recrutement des cadres nationaux pour la mise en œuvre du PDRDP	15 244 000	CAFECA
11	Elaboration d'1 manuel de procédures d'utilisation et de gestion du Fil	23 495 000	BBEA
12	Etude socio-économique de base	66 140 752	AFC/AERE
13	Elaboration d'1 manuel de procédures de gestion du Fonds de Garantie pour le crédit rural	44 025 000	CIENI / GEN-SARL
14	Réalisation Diagnostics Conjointes (DC) Plans de Développement Villageois (PDV) et la mise en place de CVGT dans 42 villages	70 375 000	SERF
15	Réalisation Diagnostics Conjointes (DC) Plans de Développement Villageois (PDV) et la mise en place de CVGT dans 44 villages	69 776 000	SOCREGE
N°	Objet de l'acquisition	Montant FCFA	Fournisseur
16	Réalisation Diagnostics Conjointes (DC) Plans de Développement Villageois (PDV) et la mise en place de CVGT dans 40 villages	63 000 000	IMPACT PLUS
17	Réalisation Diagnostics Conjointes (DC) Plans de Développement Villageois (PDV) et la mise en place de CVGT dans 33 villages	55 035 000	AGROCONSULT
18	Etude architecturale, assistance et supervision des travaux de construction	39 895 000	AFRIQUE ARCHI
19	Réalisation Diagnostics Conjointes (DC) Plans de Développement Villageois (PDV) et la mise en place de CVGT dans 43 villages	72 269 843	AERE
20	Réalisation Diagnostics Conjointes (DC) Plans de Développement Villageois (PDV) et la mise en place de CVGT dans 45 villages	100 000 000	MCG
21	Réalisation Diagnostics Conjointes (DC) Plans de Développement Villageois (PDV) et la mise en place de CVGT dans 25 villages	39 365 000	BGB Méridien
22	Prestations d'ingénieurs conseil pour la réalisation de trente trois (33) forages positifs	37 750 000	SAWES-SEROHS
23	Audit des comptes exercices 2004, 2005 et 2006	37 260 000	CAFEC-K
24	Mise en place d'un observatoire de l'environnement	130 994 613	BDPA
25	Prestation d'ingénieur conseil pour la réalisation de vingt sept (27) forages positifs	24 535 000	B.A.RE.NA.H
26	Evaluation à mi-parcours du PDRDP-B/K	24 322 500	BERD
27	Etude et contrôle d'aménagement de 100 km de pistes rurales	37 670 000	AC3E Ingénieurs

			conseils
28	Etude d'aménagement de vingt un (21) sites sites de bas fonds soit 707 ha	63 055 000	B.E.M.
29	Contrôle des travaux de réhabilitation des Barrages de Bazèga, Kierma, Sincéné, et Yélou-Lado	27 354 000	GERTEC
30	Etude d'aménagement de vingt un (21) sites sites de bas fonds soit 898 ha	65 020 000	SAHEL CONSULT
31	Contrôle des travaux d'aménagement de 200 ha	19 443 264	ERECA – International S.A
32	Etude de réalisation du barrage de Sarré	41 625 000	STUDI INTERNATIONAL
33	Etude d'aménagement de 3 périmètres aux avals des barrages de Kalzi, Sincéné et Nagouma	28 500 750	B.E.M.
34	Mise en œuvre du volet SIDA	113 692 800	Bureau d'Appui en Santé Publique'96 (BASP'96)
35	Etude de réhabilitation des barrages de Tampoussoum, de Zangogo et de Boussouma	39 925 000	Compagnie Africaine d'Ingénierie
36	Audit des comptes exercices 2007, 2008 et final	20 950 000	ACECA International
37	Elaboration des Plans Communaux de Développement des départements de Toece, Kayao et Tanghin-Dassouri	52 420 000	BGB MERIDIEN
38	Elaboration des Plans Communaux de Développement des départements de Komsilga, Gaongo et Doulogou	35 267 000	SERA
39	Elaboration des Plans Communaux de Développement des départements de Kombissiri, Komki-Ipala et Ipélcé	59 220 500	ACEM-BEXAM
N°	Objet de l'acquisition	Montant FCFA	Fournisseur
40	Elaboration des Plans Communaux de Développement des départements de Saponé, Saaba et Pabré	39 440 000	BNETD
32	Contrôle des travaux de réalisation d'un périmètre irrigué, d'une digue de protection et de l'aménagement du chenal d'évacuation	12 540 000	GERTEC
TOTAL SERVICES		1 519 398 912	

CATEGORIE FONCTIONNEMENT

N°	Objet de l'acquisition	Montant FCFA	Fournisseur
1	Assurance de douze (12) véhicules automobiles	6 091 684	FONCIAS
2	fourniture d'un photocopieur	5 100 000	DIACFA
5	Fourniture de cinquante (50) pneus et chambres à air	4 478 250	BURKINA MOTO

11	Fourniture et installation d'un logiciel de traitement des opérations comptables	9 905 000	Cabinet Pierre ABADIE
12	Réalisation d'un réseau informatique	8 767 857	BURKINA REGULATION
13	Fourniture de fournitures de bureau	7 196 750	SANA Hamidou
14	produits d'entretien, de matériel d'électricité et de reprographie	2 542 060	Ets WEND TIGUIMDA
4	Fourniture de 100 000 litres de Gazoil	26 993 000	TOTAL FINA ELF
TOTAL FONCTIONNEMENT		71 074 601	

ANNEXE 5

PRODUCTION DOCUMENTAIRE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PDRDP

1. Rapports d'audit des comptes du PDRDP
 - a. Cabinet Deloitte et Touche Burkina SARL : exercices 2002, 2003
 - b. Cabinet CAFEC KA : exercices 2004, 2005 et 2006
 - c. Cabinet ACECA : exercices 2007, 2008 et 2009
2. Rapports annuels d'activités du PDRDP : 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009
3. Enquêtes pour la mise en place d'un observatoire de l'environnement
4. Enquêtes socio économiques-CEDRES (Université de Ouagadougou)
5. Etude socio économique de base – Situation de référence
6. Etude de marché des produits agricoles dans la zone du projet
7. Guide pratique pour la confection des fosses fumières
8. Guide pratique pour la mise en place d'un verger de manguiers
9. Manuel d'exécution du Fonds d'investissement Local (FIL)
10. Manuel de procédures administratives et financières ;
11. Manuel de procédures d'utilisation du fonds de crédit
12. Manuel de procédures de suivi évaluation
13. Planification opérationnelle du projet
14. Plans de développement communal (au nombre de 12)
15. Plans de développement villageois (au nombre de 354)
16. Rapport cadre général de gestion de crédit
17. Rapport d'auto évaluation de la mise en œuvre du PDRDP B/K
18. Rapport d'intervention de l'INERA (Innovations en agriculture et en élevage)
19. Rapport de revue à mi-parcours du PDRDP B/K
20. Rapport sur l'introduction du Paprika dans la zone du projet (et au Burkina Faso)
21. Rapport sur la fertilisation des sols dans la zone du projet
22. Rapport sur la mise en œuvre du programme de latrinsation
23. Rapport sur la mise en œuvre du programme de lutte contre le VIH/SIDA(BAPS'96);
24. Rapport d'analyse des aptitudes des sols dans la zone du projet (BUNASOLS) ;
25. Manuel de procédures de suivi évaluation
26. Evaluation environnementale et sociale stratégique du PDRDP (Diagnostic et PGES)
27. Audit environnemental et social de l'aire d'abattage de kombissiri
28. Audit environnemental des complexes scolaires réalisés par le PDRDP (8 rapports)
29. Audit environnemental des CSPS réalisés par le PDRDP (3 rapports)
30. Audit environnemental des pistes rurales réalisées par le PDRDP (4 rapports)

M. BOULENGER XAVIER François	Observations et commentaires des pairs : Nous vous remercions pour vos commentaires que nous trouvons pertinents mais cependant certaines de nos appréciations ont été maintenues c'est le poids relatif de 12% affecté aux fosses fumières tient compte de la hausse des prix de ciment.	Réponses
1. Point B : Contexte du projet.	- ajouter une ligne pour situer la performance du portefeuille actuel du secteur rural	-Information complétée
Point C3b	- objectifs réalisables en réduisant la note de 3 à 2	Note ramenée à 2
Point C4	-Indicateurs à revoir	Reformulation faite par de précisions sur les données de résultats plutôt que les sources de vérification telles que indiquées dans la mouture initiale
Point C5	-Cadre logique et absence de nombreux indicateurs au départ et surtout la complexité de certains volets	Les notes 5b et 5C ont été réduites conformément aux observations
Point DI-1.8	Vérifier le poids 12% qui paraît assez élevé dans le cadre de la réalisation des fosses fumières	Ce poids se justifie par l'augmentation depuis 2008 du coût du ciment de l'ordre de 30%.
Point DI-3.3	Forages positifs : revoir la notation en la ramenant à 3 au lieu de 4	Correction apportée
Point D-5.2 (protocoles)	Redéployer dans les composantes	En les redéployant le risque est grand de se répéter. Leur regroupement se justifie par la recherche de plus de cohérence
Point DII-colonne réalisations	Certaines réalisations portent davantage sur des résultats plutôt que des rendements	Des reformulations ont été faites.
Point G : Achèvement	-Actualiser la dernière page	Actualisation faite en précisant le rapport ne sera disponible qu'au mois de janvier 2011.
Annexe I	Tenir compte de la déperdition des ressources au détriment du projet dans le texte principal	Au titre des enseignements à tirer les pertes de revenus du projet ont été pris en compte.
Annexe 3 :	l'analyse économique n'a pas été conduite	Note d'évaluation économique et financière est jointe au présent RAP

M. NEJIB KACEM	Nous vous remercions pour vos commentaires d'appréciation sur la qualité du rapport et surtout le contexte qui a marqué l'exécution du projet.	
I : l'insuffisance des ressources. Faible utilisation du FIL et du Fonds de crédit Page 2 Page 5 Tableau 3 Page 14 Page 18 Page 19 Page 25	<p>Leur implication sur la révision quantitative des réalisations dans les domaines de bas fonds rizicoles, de pistes rurales et de réalisation de 140 ha de périmètres hydro-agricoles.</p> <p>Niveau d'utilisation du FIL et du Fond de crédit.</p> <p>Remplacer G. TIBALDESCHI par M. DIKOMBE</p> <p>Revoir la formulation relative à l'approche participative et à la durée du projet</p> <p>Point 1.1 : Mentionner d'une manière plus explicite les raisons de non réalisation des 140 Ha de périmètres hydro-Agricoles</p> <p>Point 1.2 : corriger 600 Ha révisés en 200 ha par 1600 ha révisés en 300 ha.</p> <p>Point 4.5 : Revoir la note relative à l'utilisation du FIL.</p> <p>Point 4.6 : réexaminer la note attribuée à l'utilisation du fonds de crédit</p> <p>Point 1.3 : illustrer par des rendements des cultures en vue de justifier la note de 4</p> <p>Evaluation du risque et atténuation : non poursuite d'utilisation du compost de haute qualité et en raison du manque d'un mécanisme de financement</p>	<p>Amendements pris en compte</p> <p>Ce faible niveau d'utilisation du FIL et du fonds de crédit se justifie par les longs délais observés dans la sélection et signature des conventions avec les institutions de micro finance de la zone mais elle relève par ailleurs d'une approche prudentielle</p> <p>Amendement pris en compte</p> <p>Observation prise en compte</p> <p>Observation prise en compte car il s'agit des pertes en ressources liées au taux de change de l'UC en euro ; cependant 15 ha en aval du barrage de KALZI ont été par ailleurs aménagés en 2010.</p> <p>Révision faite</p> <p>Révision à la baisse de la note faite</p> <p>Révision à la baisse de la note faite</p> <p>Données relatives aux rendements des spéculations fournies.</p> <p>Cette problématique est préoccupante mais elle est prise en compte dans les programmes engrais et autres paquets techniques en développement au niveau d'autres projets et/ou programmes.</p>
Page 27	Revoir la formulation relative Performance de la Banque : ajouter la	Reformulation prise en compte
Page 30	participation de l'agroéconomiste	Amendement prise en compte.
Page 33	Ajouter les leçons tirées de l'insuffisance des ressources et du faible niveau d'utilisation du FIL et du Fonds de crédit	Amendement pris en compte .

